n° 95

courant alternatif

Mensuel édité par L'ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

AVRIL 1990. 20 FRANCS.

LYON: CONTRE LA SPECULATION: LE DROIT AU LOGEMENT!

VOYAGE DANS LES COULISSES DU PRINTEMPS DE BOURGES.
LE MOUVEMENT POPULAIRE AU CHILI.
POLOGNE, ROCK IN VARSOVIE.

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Le dernier week- end de chaque mois, une Commission Journal (C.J) est organisée dans une ville différente pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. En outre, chaque CJ débute par un débat sur un thème précis, non automatiquement lié à un article du journal.

Le collectif organisateur doit immédiatement après la CJ, rédiger un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent, assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la CJ (liaisons, contacts, etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois, puis réaliser la maquette.

Ce numéro a été préparé et maquetté à NANTES.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (nous vous rappellons qu'elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Egregore, BP 1213, Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

COMMENT S'ABONNER A COURANT ALTERNATIF

1 an (10 numéros) .....180 Frs

En nombre pour la diffusion :

2 exemplaires .....320 Frs
3 exemplaires .....450 Frs
5 exemplaires .....750 Frs
10 exemplaires .....1200 Frs

La collection complète depuis qu'il est imprimé soit 90 numéros : 800 Frs

Chèques à l'ordre de Denis JEAN
OCL/Egregore - BP 1213 - 51058 REIMS cedex
Pour la souscription "CA dans tous les kiosques : CCP La Galère 38-77-P- Chalons sur Marne.

Courant Alternatif
Avril 1990
Mensuel communiste libertaire
Correspondance
OCL/Egregore
BP 1213 51058 REIMS cedex
Dir. Pub. Lassaux
Imp. Atelier graphique Reims
Dépot légal 47693
Com. par. 63627
ISSN 0249-3195

LES COMMISSIONS JOURNAL DE L'ANNEE

Fin sept. : Lyon
Fin oct : Bordeaux
Fin nov : Champigny
Fin dec. : Reims
Fin janv. : Grenoble
Fin fev. : Nantes
Fin mars : Caen
Fin avril : Avignon
Fin mai : Toulouse

SOMMAIRE

Edito ---------- p. 3
Flics et militaires au service des citoyens ---------- p.
LOGEMENT
Lyon : le dérapage de Michel Noir ---------- p. 4
Le point de vue des squatters lyonnais de l'association "Vis là sans soucis" ---------- p. 5
Bordeaux : une fête contre la rénovation du quartier St-Michel ---------- p. 9
SOCIAL
La lutte des bonnetières à St-Dizier ---------- p. 10
Un mouchard chez Renault St-Ouen ---------- p. 11
Les otages des tauliers et des limonadiers ---------- p. 13
PRISONS : Quelles perspectives de lutte (Copel) ---- p. 14
CHILI : la première frustration du mouvement populaire ---------- p. 20
POLOGNE : un groupe anarcho-punk ---------- p. 24
Printemps de Bourges : chanson ou show biz ? --------- p. 28
Pour une campagne révolutionnaire contre la dette du tiers-monde ---------- p. 32
L'Mouvement - Courrier ---------- p. 35

COMMENT CONTACTER COURANT ALTERNATIF?

Champagne/Ardennes Nord/Est
OCL/Egregore
BP 1213
51058 **Reims** cedex

Centre
La Commune
BP 1228
45002 **Orléans** cedex

Normandie
ASTEVEMU
BP170
14000 Caen cedex

Rhone Alpes
OCL c/o CUL
44 rue Burdeau
69001 **Lyon**

Sud-Est
La Galere BP117
06130 **Grasse**

Region parisienne

Ruptures BP 1
94501 **Champigny** cedex

Pays de Loire
Encre y est
33 place d'Alger
72000 **Le Mans**

La Galere BP 1917
37019 **Tours** cedex

Sud-Ouest
Acratie BP23
64130 **Mauléon**

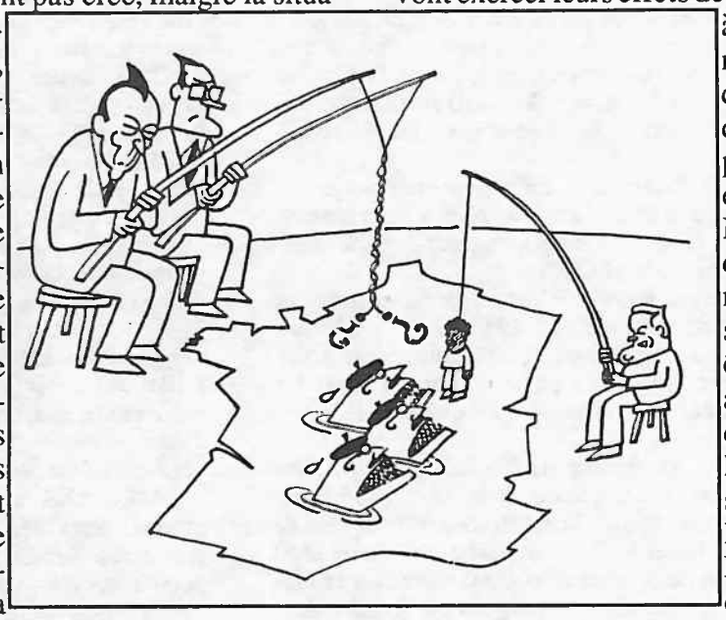
ACL. BP 5046
31033 **Toulouse** cedex

CEDA BP 28
33031 **Bordeaux**

Ecrire au journal pour les contacts à, Longwy, Grenoble, Nantes, Paris

Editorial

Célébré comme une nouveauté au début des années 80, le capitalisme néo-libéral continue son expansion. Après le vote pro-US des nicaraguayens en faveur de Violetta Chamorro, les allemands de l'Est se sont jetés dans les bras de la droite chrétienne qui gouverne à Bonn. Dans les deux cas, le ras-le-bol et la lassitude ont poussé les populations vers la solution politique libérale, celle qui permettrait d'accéder le plus vite possible à cette abondance qui s'étale dans les pays«occidentaux». Succés donc de la propagande des«riches», mais aussi incapacité et échec politique des groupes et structures sociales au Nicaragua et en RDA qui n'ont pas créé, malgré la situation politique exceptionnelle de ces deux pays, un rapport de forces suffisant autour d'alternatives concrètes et d'un autre projet social. Et ce n'était que le début de l'offensive!... Le président américain annonce un prochain versement de deux cents millions de dollars d'aide humanitaire à Managua, sur les économies réalisées grâce au désarmement en Europe! Il oublie de préciser qu'avant, il versait l'aide à la Contra, la guérilla pro-US, pour désorganiser l'économie du pays. En Allemagne de l'Est, les élections ont également censuré les partis de gauche les plus radicaux, la Gauche unie, le Nouveau Forum, ceux qui mobilisèrent les premiers contre le régime d'Honecker à l'automne 89. Malgré (ou à cause de celà ?) une participation à une table ronde avec les autres partis, leurs propositions (cf C.A. n°92) n'ont eu aucune audience. Le jeu électoral a remarquablement vite reconstitué et refermé l'échiquier politique, pour finalement désigner comme vainqueur la C.D.U., parti trés compromis avec le pouvoir du temps des staliniens! La parité des marks Est et Ouest, l'amélioration du niveau de vie, autant d'arguments puissants qui ont fait oublier momentanément le remède de cheval promis à la RDA: normes occidentales de rendement, individualisation de la protection sociale, deux millions de chômeurs prévus à court et moyen terme...



Pour nous, ces deux nouvelles défaites de la gauche participent d'un même mouvement mondial de polarisation qui ne mettrait plus en compétition des camps Est et Ouest, mais Nord et Sud. Ce qui n'exclue pas les combats d'arrière-garde et les rivalités vivaces entre capitalismes nationaux. La volonté d'intégrer la RDA dans l'OTAN confirme l'intention du camp atlantiste de monter la barre le plus haut possible alors que l'URSS opère sa mutation politique. Il semble malheureusement que dans un premier temps les tensions inter-ethniques en Europe centrale vont se développer : Yougoslavie, Transylvanie et probablement région frontalière germano-polonaise, ce qui ne présage pas un éclaircissement politique rapide. La frénésie libérale de l'argent et l'affairisme vont exercer leurs effets destructeurs sur ces sociétés à peine sorties du stalinisme et dont les capacités de production sont déjà dans un piètre état; il est peu probable que l'Ouest élabore un nouveau plan Marshall (encore faudrait-il qu'il en ait les moyens). Cette réorganisation internationale doit être mise à profit pour avancer certaines revendications centrales qui se heurtaient auparavant au statu-quo international de l'affrontement Est-Ouest. L'initiative "Ça suffat comme ci !" sera reconduite cette année(cf article à ce sujet). Elle pourra être l'occasion d'une telle démarche de la part des militants radicaux, et plus particulièrement anti-autoritaires; les derniers évènements hexagonaux constituent d'ailleurs un condensé des tensions qui travaillent l'Europe: montée de la xénophobie et de l'égoïsme national avec les crimes de Marseille, St-Florentin, Roanne; absence de tout autre discours que l'affairisme, l'ambition personnelle avec l'apothéose du congrés socialiste de Rennes; néo-colonialisme et refus du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, avec l'expulsion d'un opposant gabonais pour aider un "président à vie" ami de la France, et la prise de position de Chirac en faveur du parti unique pour les pays africains! Enfin pour ce qui est de l'appauvrissement des prolétaires, avec deux millions et demi de chômeurs «inscrits» et trois millions de précaires, notre génie national pourrait en remontrer à d'autres dans ce domaine.

Nantes le 23 Mars 90

LOGEMENT A LYON :

LE DERAPAGE DE MICHEL NOIR

Michel NOIR, Maire de Lyon depuis un an déjà ... que n'a t'on pas écrit et dit sur lui ! Qu'il est beau, grand et fort, qu'il diffère sans peine des potiches l'ayant précédé sur le même socle, qu'il n'aime pas le Front Nazional et préfère perdre les élections plutôt que son âme, cette maxime désormais célèbre lui a d'ailleurs assuré la sympathie éternelle des socio-démocrates; qu'il veut faire construire une mosquée pour que les musulmans locaux puissent fumer l'opium du peuple en paix entre quatre murs; qu'il a inauguré un monument aux droits de l'homme en compagnie de Tramway Désir, le roi de la pétition, et de Bernard Kouchner, le ministre délégué aux pansements, pour 25O briques aux frais du contribuable.

Que dire d'autre de ce maire hypermédiatique ?

Vous parlez de son nouveau parti ? De ses ambitions nationales ? Pour cela reportez-vous à "l'Express" ou au "Nouvel Obs".

Nous ce qui nous intéresse plus c'est sa politique en matière de logements sociaux et dans ce domaine ce néo-rénovateur ressemble étrangement à son grand frère Chirac : "pas de quartier pour les pauvres et pas de pauvres dans les quartiers !".

Le 13 février dernier sur le plateau de FR3, lors de l'émission "la Marche du siècle" consacré à la vie dans les villes, entre Michel Rocard et trois élus de province, Michel Noir devait déclarer : "Qu'on avait pas eu assez de courage au cours des trente dernières années pour construire des logements sociaux dans les beaux quartiers". Une déclaration fracassante qui permet de faire porter le chapeau à ses prédécesseurs à l'hôtel de ville, mais aussi une manière peu délicate de masquer sa participation depuis dix ans, en tant qu'adjoint aux premières opérations de réhabilitation de la Croix Rousse.

(1) : La possibilité de constituer des associations foncières libres de propriétaires (AFUL) devait canaliser l'initiative privée tout en assurant le respect des droits des locataires, mais a surtout permis aux propriétaires de déduire de leurs revenus, servant aux calculs de l'impôt (et non pas du revenu immobilier), la totalité de l'investissement consenti pour la réhabilitation.

Michel Noir était sur le plateau aux côtés du Premier ministre

La Croix Rousse, la patrie des Canuts, le quartier de Lyon où les libertaires sont plus présents qu'ailleurs. Quand Michel Noir annonce que les propriétaires privés, contribueront au maintien du logement à caractère social, et que la spéculation n'est l'affaire que de quelques marchands de biens parisiens, on peut se sentir rassurés, quelque temps seulement. Car très vite les chiffres prouvent que le secteur privé du logement joue de moins en moins un rôle social; les opérations immobilières envahissent le quartier ne laissant aucune place aux logements sociaux.

Bien sûr des sommes publiques ont été versées depuis dix ans dans ce quartier en faveur de la réhabilitation, 349 logements ont été conventionnés entre 1978 et '85, mais les dispositions légales nationales prises par la droite ou les socio-démocrates au détriment des garanties des locataires font que aujourd'hui à l'heure du renouvellement de ces conventions, la moitié des propriétaires demandent à les résilier pour augmenter les loyers.

Le secteur privé ne participe donc pas au maintien en place de la population; les lois socialistes de juillet '85 accentuant les déductions fiscales à la rénovation, sans contrepartie (cf note 1) et la loi Mehaignerie de 1986 ont aggravés la crise en ayant pour effet de tripler les loyers.

Aujourd'hui la situation est dramatique, rien est fait pour les isolés, les personnes âgées et une bonne partie des habitants du quartier, car ici 38% de la population n'est pas imposable; pour ces habitants c'est l'exode à court terme, la valise pour les plus jeunes et le cercueil pour les vieux, que les travaux et les tracas envoient directement dans une résidence pour l'éternité.

Parallèlement les impôts locaux ont été multipliés par 7 ! Quant au parc HLM, il représente 7%, soit 969 logements, alors que c'est 4.8OO ménages qui sont en attente. Si rien n'est fait toutes ces familles ne pourront pas payer les loyers libres ...

Depuis '89 la Croix Rousse est envahie par des opérations immobilières privées hautement spéculatives, largement soutenues par Michel Noir; le promoteurs se battent pour arracher les terrains et les immeubles à démolir et avec la bénédiction de la mairie mener des opérations qui visent à éliminer la population locale.

La vie sociale de ce "quartier-village", un argument d'ailleurs repris par les promoteurs pour augmenter le prix du m2 est directement menacée. Des classes moyennes s'installent et le très haut taux de rotation dans les appartement rénovés, font que ces nouveaux habitants ne participent pas à la vie locale, le charme de la Croix Rousse résidant dans la capacité qu'ont ses habitants à participer à la vie associative. Les élus locaux entendent bien profiter de cette situation, ils n'ont de cesse de vendre ces lieux pittoresques et pleins d'histoire, aux futures couches de populations qu'appellent les projets de "Lyon Ville Internationale".

Noir veut une colline ultrachic, lavée de tous les soupçons de son histoire populaire. Arrivera-t-il à ses fins ? Depuis 1972 des luttes sont menées pour s'opposer à la mort de ce quartier, régulièrement des manifestations dérangent, le 8 Décembre dernier la fête de Lyon à été sabotée dans le quartier (cf encart 2) mettant dans une rage folle le maire qui avait investi 200 briques.

Depuis peu des squatteurs-squatteuses, non sans mal tentent d'occuper des immeubles et font des propositions interessantes (cf article ci-joint), des collectifs d'habitants et d'associations sont toujours mobilisés prêts à bouger. Arriveront-ils à faire pencher la balance de leur côté ? Rien n'est moins sûr, mais nombre d'habitants savent que leur avenir dans ce quartier est en jeu, leur mobilisation décidera de l'issue, en attendant la lutte continue.

LOGEMENT A LYON - LE POINT DE VUE DES SQUATTERS DE L'ASSOCIATION

VIS LA, SANS SOUCI

Il y a toujours eu des quartiers populaires et des quartiers destinés à une population privilégiée. En effet, l'occupation des espaces urbains a toujours été liée à des enjeux économiques et sociaux qui ont déterminé la valeur d'échange de tels ou tels quartiers, donc son appropriation par telle ou telle classe ou couche sociale.

RAPPEL HISTORIQUE

C'est ainsi qu'au début des années 60, le coeur des villes avait été délaissé par les classes aisées qui préféraient profiter bourgeoisement des joies de la campagne, tout en accédant rapidement, en voiture, à leur bureau.
Dans le même temps, les travailleurs qualifiés remplissaient les HLM, attirés par le "confort moderne" promis par l'idéologie du progrès infini.

Puis le pouvoir d'achat augmentant, ces travailleurs prirent goût à la propriété et cherchèrent à faire construire dans les zones pavillonnaires de banlieues.

Par une sorte de système de vases communicants, les HLM et les centres villes furent occupés par les vagues successives d'immigrés (italiens, espagnols, portugais, maghrébins, turcs, etc...) et les couches de travailleurs les plus exploités.

Ces zones urbaines (Minguettes, Duchère...) devenues d'un intérêt secondaire furent de plus en plus mal entretenues . Elles devinrent rapidement des ghettos où se développèrent promiscuité, violence et intolérance.

Tous ces déplacements de population vers des banlieues de plus en plus éloignées des centres villes provoquèrent l'encombrement du réseau routier, ceci causant de plus en plus de désagrément aux populations aisées de la périphérie urbaine, elles organisèrent leur retour au coeur des villes.

REHABILITATION OU DEPORTATION ?

Ces quelques considérations, même si elles sont succinctes, nous semblent importantes pour comprendre ce qui se passe à la Croix-Rousse depuis les années 70.

Quartier populaire type, le métissage culturel y est important, il s'y cotoie des travailleurs français et immigrés aux revenus modestes, ainsi que de nombreuses associations sociales ou culturelles qui y ont trouvé des locaux "bon marché".

Une bonne partie des immeubles y sont remarquables, par leur conception, leur imbrication de ruelles et de traboules. Ce sont ceux-ci qui sont l'objet de réhabilitation .

Une petite partie, sans cachet et insalubres sont eux, voués à la destruction. Là aura lieu la rénovation.

1974 - 1976 : Oubliant que la dégradation du Parc immobilier était leur fait (qui est propriétaire d'immeubles entiers sinon les vieilles familles bourgeoises et la Municipalité via divers organismes), nos dirigeants à grands renforts de publicité et campagne de presse déclarèrent qu'il fallait en finir avec toute cette crasse, que l'hygiène et la sécurité devraient revenir à la Croix-Rousse.

C'est donc le secteur public qui fut chargé d'organiser ces opérations immobilières.

Deux grands axes d'actions se dégagèrent :

- Démolition d'immeubles vétustes
- Achat par la SERL d'immeubles mis en vente (droit de préemption) pour créer un parc de loge-

ments tiroirs et préparer la réhabilitation des immeubles intéressants.

C'est ainsi qu'une bonne partie de la Montée de la Grande Côte fut rasée et que les HLM grand standing en dominent, aujourd'hui, le haut.

Bien entendu, le relogement des locataires des immeubles rasés fut garanti. Ce n'était pas une bien grande promesse puisque la plupart des habitants de cette zone vivaient dans des appartements meublés (garnis) et que dans ce cas, il n'existe aucune protection juridique pour ceux qui y logent . Ils ne sont pas considérés comme locataires. La plupart des habitants furent en fait, éjectés du quartier et sont allés se perdre dans les banlieues anonymes et sordides.

Une réaction populaire tentera de briser cette logique.

Des manifestations importantes eurent lieu et un Comité Populaire de la Croix-Rousse organisa la riposte. S'il ne réussit pas à imposer une autre conception de la réhabilitation, du moins la pression fut suffisamment importante pour freiner les projets. C'est sans doute une des raisons qui fait que la Montée de la Grande Côte offre une vue de tableau inachevé.

D'autres opérations du même type eurent lieu par la suite (rénovation de la rue Bouteille etc...) mais le temps était passé et la résistance populaire était brisée et l'on ne parla plus que des inaugurations municipales.

Dans le même temps, des particuliers achètent ou rachètent des appartements et les rénovent. Petit à petit, les pentes de la Croix-Rousse évoluent , les chantiers se multiplient. La structure de la population commence à se modifier sensiblement (diminution du nombre d'immigrés, départ des personnes âgées,...).

LES GRANDES OPERATIONS SPECULATIVES SE PREPARENT...

1986 : Les retours dans les centres urbains s'accélèrent. Il est grand temps que les promoteurs s'en mêlent sérieusement, d'autant plus que le libéralisme a le vent en poupe. Méhaignerie promulgue ses lois que les amendements Mermaz viendront confirmer pour l'essentiel .

La Municipalité déclare que la réhabilitation doit passer du secteur public au secteur privé. Les promoteurs passent à l'action. Achat, rachat, création de sociétés immobilières, associations de propriétaires (AFUL) se multiplient. On rénove à tour de bras . Les prix des appartements grimpent en flèche.

C'EST LA SPECULATION DANS TOUTE SA SPLENDEUR !

Dans cette course au profit, les régies ne sont pas en reste.

Elles sont les mieux placées pour connaître la situation exacte du Parc immobilier, du fait du nombre important d'immeubles qu'elles contrôlent. Elles savent donc, où et quand, tel ou tel immeuble sera devenu intéressant. De plus elles exercent des pressions sur les locataires des immeubles qui sont l'objet d'opérations immobilières pour qu'ils quittent leur logement (pressions psychologiques, financières, juridiques ...)

Elles travaillent souvent en collaboration avec un promoteur quand ce n'est pas pour leur propre compte et ce sont elles qui louent les appartements rénovés. Leurs exigences financières deviennent démesurées : les revenus des locataires doivent être au moins égaux à quatre fois le montant du loyer sans parler des cautions diverses qu'il faut présenter (garantie d'un tiers, caution financière ...)

La grande majorité des habitants de la Croix-Rousse est exclue d'office de cette compétition et est condamnée à une déportation économique. Il y a donc actuellement, de nombreuses personnes qui se retrouvent confrontées à un problème insoluble : avoir un logement. Les premières touchées sont celles déjà précarisées dans les autres aspects de leur vie sociale (chomeurs, intérimaires et autres galériens de l'économie libérale...) . On constate qu'en général, les jeunes et les immigrés sont victimes de leur peu de crédibilité vis à vis des propriétaires et des régies.

ILS SPECULENT... NOUS OCCUPONS...

Parallèlement à cette situation inadmissible, nous constatons que quantité d'appartements, voir d'immeubles entiers sont laissés délibérément vides en attendant sans doute qu'une opération immobilière juteuse soit prête.

Nous considérons que cette pratique spéculative est non seulement abusive mais criminelle.

Dans ces conditions, les personnes qui prennent l'initiative d'occuper un appartement vide sont selon nous dans leur droit : le squatt répond à un besoin essentiel -se loger-.

Ce passage à l'acte permet de dénoncer l'existence de la spéculation et est le premier moyen de s'opposer à celle-ci : ils spéculent, nous occupons !.

De fait, dans les textes juridiques, notre société a bien perçu l'injustice que constitue un appartement laissé vacant puisqu'elle ne considère pas le squatt comme un délit et qualifie simplement les squatters "d'occupants sans droit ni titre".

400 000 SANS LOGIS ET 2 000 000 DE MAL-LOGES

Il faut bien comprendre que cette situation n'est pas un fait local, mais que ce processus d'exclusion est à ce point avancé que le gouvernement lui-même a dû s'en saisir et préparer une action d'envergure pour enrayer la dégradation du tissu social des quartiers.

Cinq milliards de francs ont été débloqués pour financer des projets sur lesquels M. Rocard, lui-même s'est engagé. Nous ne connaissons pas encore tous les détails de ces plans et en particulier comment va s'engager l'action concrète sur les 400 quartiers qui en France ont été jugés prioritaires et dont font partie les Pentes de la Croix-Rousse.

Néanmoins, nous savons que le principe d'action retenue est de donner les moyens à des Offices Publics d'HLM ou à des Associations caritatives (Emmaüs, Secours catholique...) d'acheter des immeubles. Ces associations auraient la responsabilité de les gérer et d'accueillir les personnes qui n'auraient pas les moyens de se loger.

En quelque sorte, après les "restaurants du coeur" on va voir naître les "logements du coeur" sans doute est-ce un complément indispensable qui permettra d'assister les exclus dans tous les aspects de leur vie : gîte, couvert et quelque menue monnaie via le RMI. Une vie d'assistés en quelque sorte, gérée par les professionnels de l'assistanat.

A notre avis, cette stratégie tend à exercer un contrôle total des individus, à systématiser leur dépendance vis à vis de l'Etat et des faiseurs de bienfaits, alors qu'ils ne sont que socialement déstabilisés par une politique de l'habitat au service du profit.

C'est pourquoi nous demandons à ce que l'association "Vis là, sans souci", créée à l'initiative de personnes directement concernées par ces problèmes, soit elle aussi partie prenante de cette politique de réhabilitation de la vie sociale du quartier

Nous pensons qu'elle est de fait beaucoup mieux à même de proposer des solutions positives pour les sans-logis et les mal-logés de la Croix-Rousse puisque née et agissant au coeur des problèmes. Elle présente l'avantage d'être une volonté de prise en charge de leur habitat par les habitants eux-mêmes. Elle rompt donc avec l'assistanat générateur de déresponsabilisation et de fatalisme.

En conséquence, l'association "Vis là, sans souci" doit bénéficier pour le moins, des mêmes avantages et de la même considération que les autres associations auqxuelles pense faire appel le gouvernement pour mettre en oeuvre sa politique du logement social.

QUE PROPOSE L'ASSOCIATION "VIS LÀ, SANS SOUCI" ?

Au niveau juridique, l'association ne tient pas spécialement à être propriétaire de logements. Elle préfère que cette propriété soit sociale, c'est à dire que la Collectivité locale, la Commune du 1er Arrondissement de Lyon, en soit propriétaire, via un organisme de gestion du patrimoine immobilier.

Nous demandons simplement que l'association ait l'usufruit des logements mis à sa disposition, c'est à dire qu'elle puisse les gérer en fonction de ses propres besoins.

En cas de carence de l'association, les lieux reviennent de droit et automatiquement sous la responsabilité de la Commune.

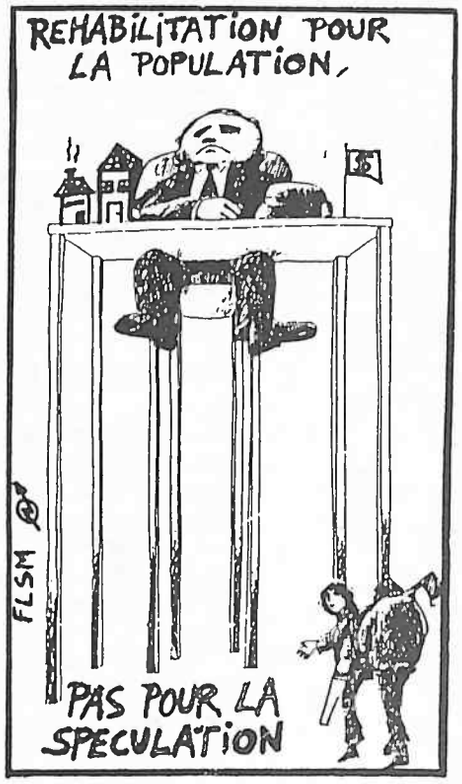
Le logement étant un droit et non un privilège de l'argent, nous pensons qu'une collectivité n'a pas à réaliser de profit sur les biens dont elle dispose. En conséquence, la notion de loyer n'a pas lieu d'exister car liée à une notion de chantage sur un besoin essentiel.

Par contre, nous sommes parfaitement conscients de la nécessité qu'il y a d'assurer l'entretien courant, les gros travaux, (toitures ...) la remise en état d'appartements peu ou mal entretenus pour les raisons expliquées précédemment, ainsi que leur modernisation.

En conséquence, nous sommes prêts à définir et évaluer ces coûts et à en assumer la charge économique en fonction de nos moyens. Il faut d'ailleurs préciser que la contribution de certains de nos adhérents pourrait être traduite en terme d'heures de travail, tant pour des raisons financières que par choix d'agir et de réaliser des travaux dont ils sont capables de s'affranchir par eux-mêmes.

En effet, l'association "Vis là, sans souci" n'a pas pour seul objet de faire respecter et d'assurer la défense du droit au logement mais propose également de développer des modes de vie basés sur une gestion collective du quotidien.

Les types de logements habituellement développés dans les programmes de construction sont toujours pensés en fonction d'un mode de vie familial (père, mère, enfant) ou individualisé (studio



pour célibataire). Nous voulons avoir la possibilité d'un mode de vie plus collectif et affinitaire correspondant à notre volonté de rompre de l'isolement dans lequel nous cerne cette société.

Nous voulons disposer dans le même immeuble :
- De lieux collectifs tels que cuisine, bibliothèque, salon, machine àlaver,salle de réunion, etc ...
- De lieux où l'autonomie et l'intimité de l'individu seront préservées.

Ce sont donc les occupants des lieux qui doivent définir leurs besoins, la structure et l'agencement des locaux où ils doivent vivre. Les techniciens ne sont pas exclus mais ne doivent agir que comme conseillers techniques.

Nous sommes conscients que cela n'existe pratiquement pas et que cela remet en cause de nombreux comportements sociaux. Mais nous pensons que c'est seulement en favorisant ce type d'initiatives que pourra se développer un tissu social enrichissant pour l'individu et la collectivité.

Pour conclure, nous résumerons nos revendications en deux axes essentiels :

1 - Maintien dans les lieux des occupants sans droit, ni titre parce que la
Collectivité doit prendre acte de la carence existante en matière de logements accessibles à tous.

2 - Reconnaissance de l'association "Vis là, sans souci" comme étant parti prenante des projets gouvernementaux en ce qui concerne l'amélioration de l'habitat, de l'urbanisme et de tout ce qui touche à la vie sociale de la Croix-Rousse, au même titre que les autres associations prises en compte dans le DSQ du 1er Arrondissement, avec toutes les conséquences que cela implique.

Fait à Lyon, le 1er Mars 1990
Association "Vis là, sans souci"
c/o Collectif Utilitaire Lyonnais
44, Rue Burdeau
69001 LYON

QUARTIER ST-MICHEL A BORDEAUX :

UN PETIT AIR DE "ZONE LIBEREE" DURANT TROIS JOURS

Le quartier St-Michel de Bordeaux est sans doute l'une des dernières zones du centre d'une grande ville à ne pas avoir été ravalée par les opérations de spéculation-réhabilitation qui ont eu lieu dans l'hexagone depuis plusieurs décennies

Aussi, depuis le début des années 80, cette "anomalie" fait plancher un certain nombre de technocrates et de politiciens qui essaient d'éviter les erreurs du passé tout en consultant toujours aussi peu les intéressés, les habitants.

Devant l'ampleur des enjeux - rien qu'à juger par les financements publics qui accompagnent ce projet (cf encart) - et au vu du peu de résistance qu'ont rencontré à Bordeaux les assauts précédents (Mériadeck dans les années 60, St-Pierre dans les années 70), on peut se demander quelle forme de lutte demeure possible.

C'est pourtant sans complexes qu'une poignée "d'irréductibles" a décidé depuis quelques mois d'œuvrer sur ce terrain. Au début, les quelques bombages qui sont apparus sur les murs du quartier signés "Front de libération de St-Michel" ont dû plutôt faire sourire - jaune quand même - les requins de l'immobilier et les édiles municipaux qui ont misé gros dans cette affaire.

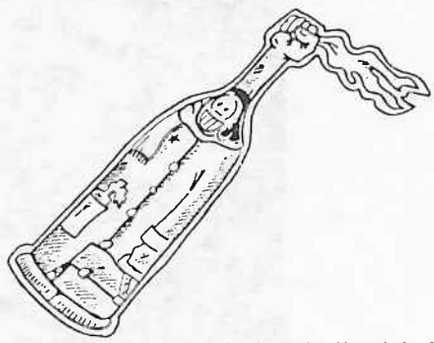
LE FLSM SORT DE LA CLANDESTINITE

Depuis le week end du 8, 9 et 10 mars ils doivent peut-être se faire quelques soucis en se disant que tout ceci est plus sérieux qu'ils ne l'avaient imaginé, que la contestation a débordé les réseaux habituels, quelques "marginaux" ou "activistes", selon leur façon de voir...

Car ces journées contre la réhabilitation , organisées par le FLSM ont permis de montrer que son initiative rencontrait un écho réel parmi une population qui sent bien qu'elle va être le dindon de la farce immobilière qui se joue.

Tout a commencé le jeudi 8 de 23h 30 à 0h 01 par une "nuit du bruit" pour symboliser la volonté de se faire entendre pour ceux qui ne se reconnaissent pas dans la "concertation" officielle orchestrée par la mairie. Un succès inespéré : plus de 300 personnes sur la place ! Certes, il y avait là pas mal d'étudiants et de noctambules, mais l'action a, semble-t-il, été bien perçue dans le quartier. D'ailleurs certains bars avaient accepté l'affiche annonçant les journées et le lendemain la fête continuait avec un joyeux cortège d'une soixantaine de personnes qui faisaient la tournée des bars "sypathisants". Ce soir-là un débat était prévu avec des membres du comité des mal logés ainsi que du collectif utilitaire lyonnais. Les invités ne sont pas venus, mais le débat a bien eu lieu : presqu'une centaine de personnes qui ne pouvaient rentrer dans le local de l'ASTI ont dû transporter leurs chaises au beau milieu de la place St-Michel transformée pour un soir en agora populaire ! Plusieurs locataires ont alors parlé des menaces d'expulsion qui pèsent sur eux ou des hausses de loyer qu'ils ont dû subir.

Le programme du troisième jour était encore plus chargé. Le "marché militant" a permis de présenter les implications du projet de rénovation (un questionnaire a par ailleurs été diffusé pour mieux les cerner). La dizaine de stands (libertaires, antimilitaristes, antifascistes...) ont connu une affluence plus modeste tandis que l'on maquillait les enfants du quartier. Plus tard, la pièce de théâtre sur le thème de la rénovation du quartier a fait salle comble et on a dû la rejouer. Les journées se sont terminées par une bouffe sur la place, sur fond de percussions. Seule ombre au tableau, ce soir-là, un débat improvisé avec des membres du comité des mal logés qui a été largement décevant.



Le pari de ces journées était risqué : il a été pleinement gagné. Un espace a été conquis dans une cité que l'on croyait peut-être trop endormie ou bourgeoisement conformiste. La question va être maintenant de dégager des pistes pour une action crédible auprès des gens du quartier, pour que la brèche qui vient de s'ouvrir ne se referme pas aussi vite. Aussi, pour prolonger ces journées et définir des axes plus concrets, une réunion publique doit se tenir le 23 mars à l'ASTI de Bordeaux.

A SAINT-DIZIER :
CONFLIT DEVANLEY
UNE LUTTE EXEMPLAIRE DES BONNETIERES

Après 23 jours de grève et d'occupation de l'usine 24 heures sur 24, les bonnetières qui étaient en lutte pour une augmentation des salaires, une diminution des cadences et une reconnaissance des qualifications, ont repris le travail la tête haute le mercredi 7 mars.

Une lutte exemplaire, en effet ; il y a bien longtemps que l'on avait vu à St-Dizier et sur la Haute-Marne, une grève aussi dure, aussi bien menée et qui avait un parfum de Mai 68...

Ce fut aussi l'occasion d'une solidarité formidable sur le plan financier (60.000 francs recueillis), mais aussi sur le plan moral, toute une ville étant derrière ses bonnetières !!

Courageusement, les "crocos" ont tenu tête pendant plus de trois semaines à l'un des patrons les plus ringards, les plus arrogants et les plus riches de France. Malgré de multiples provocations, elles sont restés responsables. Pourtant, rien ne leur a été épargnée :

-Plusieurs constats d'huissiers.

- Assignation de 35 personnes au tribunal

- Procédures de licenciement contre 7 salariées.

Lettre mensongère à l'ensemble du personnel.

- Intimidations et provocations permanentes par certains cadres.

- Pression sur les 35 assignés, par une ordonnance qui se traduit par des menaces de licenciement.

- Refus de la direction de négocier sérieusement, malgré la nomination par le tribunal d'un conciliateur.

Mais toutes ces mesures répressives n'ont en rien entamé la volonté du personnel gréviste. De manifestations en manifestations à St-Dizier comme à Troyes, les bonnetières en lutte ont réuni autour d'elles de plus en plus de salariés de l'ensemble du groupe Devanlay-Lacoste.

Leur détermination a eu raison de l'entêtement du patron. Il a été contraint de proposer aux bonnetières des augmentations allant de 2 à 4 francs de l'heure (6 à 11 %) pour les ouvrières en production, ainsi que la transformation des 7 licenciements en mises à pied de trois jours, et l'abandon des sanctions contre les 35 salariées assigneés au tribunal. les grévistes se sont prononcées alors pour l'arrêt de la grève par 220 voix contre 7 et un bulletin nul. La lutte était terminée, mais elle laissera un goût amer au patron qui, même s'il n'a pas cédé sur tout, a perdu sur l'essentiel. L'ambiance, les relations entre les filles ne sera plus la même, ainsi que l'explique une gréviste :

"Le fric, on s'en fout, ce qui compte c'est qu'on s'est retrouvé. On s'ignorait, on restait chacun dans son coin, on ne se parlait même plus ! Eh bien, on a réappris à s'aimer, et c'est ce qui est le plus dur pour le patron."

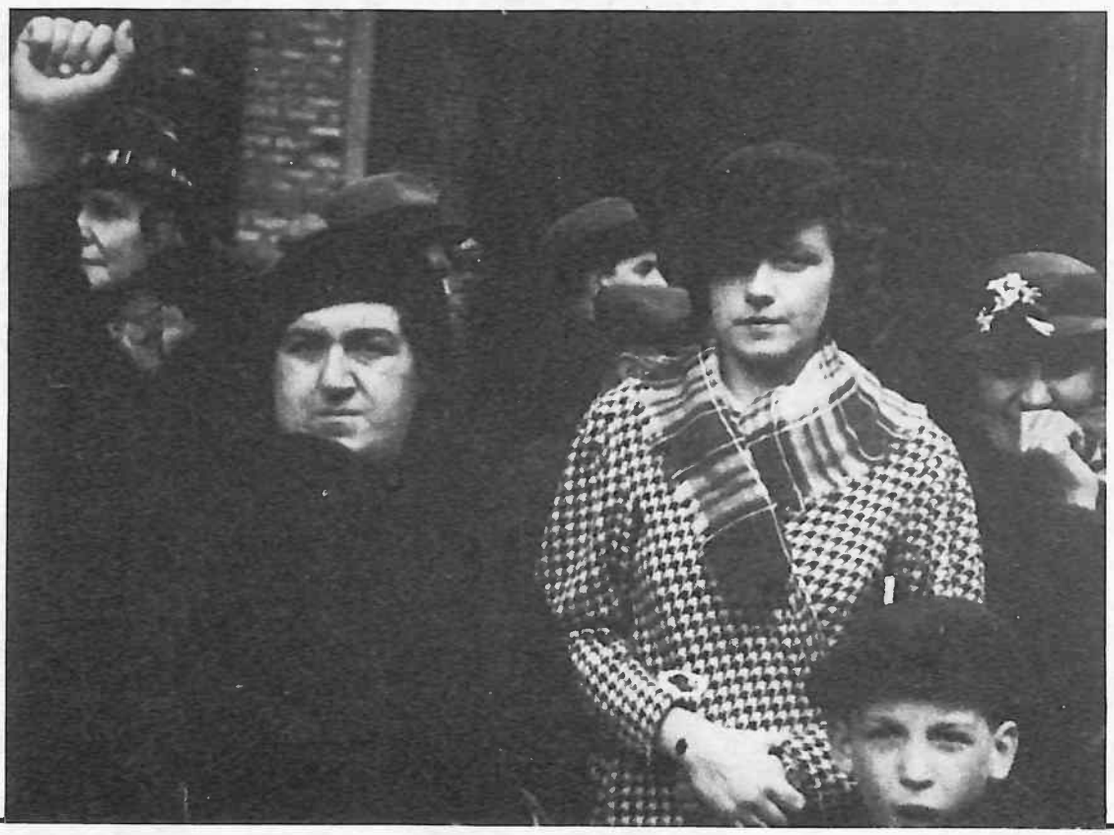
Voilà qui fait chaud au cœur, non ?

Le conflit qui a surpris jusqu'aux déléguées CGT, par son ampleur et sa spontanéité, s'est terminé avec plus de grévistes que quand il a commencé !!

Il fallait voir lundi matin, quand les 5 personnes de St-Dizier mises à pied ont repris le travail : elles se sont vu offrir chacun un bouquet de fleurs chacune et ont fait le tour de l'atelier où le personnel, debout, les acclamait en chantant "le chiffon rouge"...

Non, rien ne sera plus comme avant chez Devanlay.

Joel



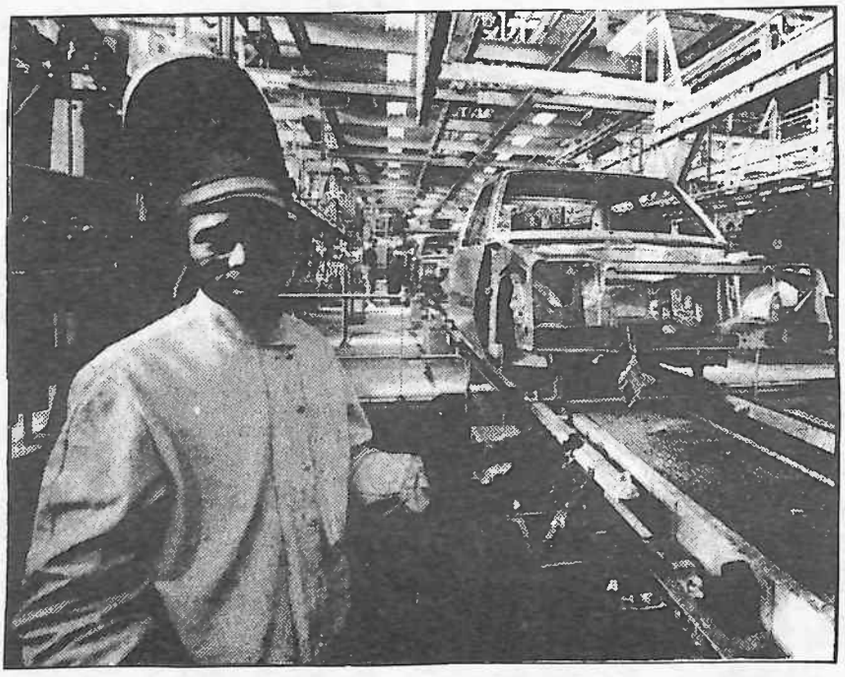
RENAULT ST-OUEN

UN MOUCHARD POUR INTENSIFIER LA CASSE DES EMPLOIS

Le 17 janvier à 7h 15, à la prise de la normale à l'usine Renault St-Ouen, une camionnette de la gendarmerie vient chercher et amène discrètement cinq ouvriers pour "enquête" à la gendarmerie de la Bastille ; ils y resteront jusqu'à 15 heures, ne rentreront plus jamais dans l'usine, licenciés le jour même, pendant que quatre autres recevaient dans l'atelier une mise à pied conservatoire jusqu'à la fin de l'enquête. Quinze jours plus tard ces quatre, trois autres étaient licenciés et un seul réintégré.

Existait-il un gang organisé dans l'usine ?

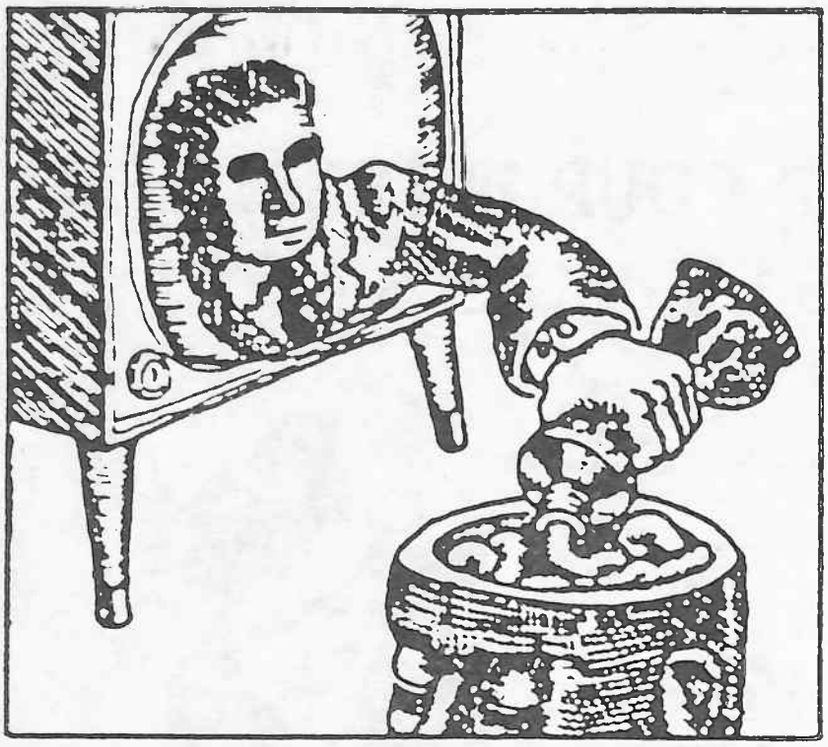
En fait, la direction avait installé quatre mois auparavant un vigile payé par une société prestataire de service, pour surveiller le magasin. Pendant quatre mois ce soi-disant étudiant stagiaire en gestion notait tout ce qui se passait au magasin. D'abord sympathique, il se faisait accepter par tous, se plaignant de son bas salaire, de la précarité de son emploi, allant même jusqu'à emprunter de l'argent pour manger à la cantine ; jouant de la guitare avec les ouvriers (depuis licenciés !) au vestiaire. Puis, au terme de son enquête il a disparu laissant neuf dossiers à la direction tels que : "vol de colliers Sorflex" ; il accuse un travailleur d'avoir pris deux robinets, ce dernier expliquant qu'il a bien pris les deux robinets pour en assurer le pas de filetage mais qu'il les a remis ; la seule chose qu'il ait prise c'est la cote et jusque là ce n'était pas répréhensible ! Un autre est accusé d'avoir pris deux piles de 1,5 volts, un quatrième est accusé de "négociation d'armes" pour avoir, d'après les dires du mouchard, examiné un revolver 22 mm à un coup ; un autre d'avoir récupéré une tête de delco de R12 pour réparer la bagnole de son beau-frère ; un coursier a été suivi au bar tabac du coin avec un colis suspect ! Enfin un autre est accusé d'avoir vendu des pantalons en velours sur le parking de l'usine ! Tous sont accusés d'avoir profité d'un "système de sortie de matériel organisé dans l'entreprise" ; pas l'ombre d'un élément de preuve à l'appui de ce soi-disant système.



La sanction de cette enquête fut huit licenciements immédiats pour "faute lourde" sans indemnité. Sur les huit, trois travailleurs avaient plus de 54 ans et étaient à quelques mois du FNE, tous pères de famille, deux sont immigrés de plus de 45 ans, et la plupart ont une qualification réduite d'affuteurs ou de magasiniers sans posséder de CAP.

Hormis le "coulage" ou prétendu tel, selon le mot de la direction, qu'est ce qui a pu justifier pour les patrons une sanction aussi disproportionnée ? Depuis des mois, la direction de St-Ouen était incapable de gérer correctement son magasin ; elle décida alors d'embaucher un mouchard, espérant faire porter le chapeau aux ouvriers ; manque de chance, elle ne tombe que sur des pratiques courantes dans les entreprises mais se sert tout de même de ce prétexte pour exercer des pressions sur la tête des 324 travailleurs de l'usine.

En effet, St-Ouen est visé comme tous les autres sites de la Régie par les licenciements déguisés de Lévy et du gouvernement. Les leçons apprises au moment des grèves de la sidérurgie avec des gouvernements de droite où des charrettes de milliers d'emplois étaient effectuées brutalement sont révolues avec un gouvenement social-démocrate ; il faut effectuer la même chose, mais avec le "consentement" des intéressés :



1) Dégradation du climat social, interdiction des pots anniversaires, interdiction de la perruque, blocage des vacances, sanction sur les militants pour intensifier les cadences, mutations très fortement conseillées allant jusqu'au drame pour certains : un suicide pour un de nos camarades, lui aussi père de famille il y a de cela au moins deux mois.

2) Un deuxième volet "achat", la prime au départ de 50.000 francs, l'ATD (allocation de travail différentiel) qui compense le salaire pendant un an et demi dans le cas d'une embauche qui serait à salaire inférieur ; des psychologues pour nous "aider" à définir notre profil, des "techniciens" du bureau "initiative" pour nous chercher du travail, enfin le rêve : l'assistanat complet et l'ANPE dans l'usine !

L'usine de St-Ouen comptait 800 travailleurs dans les années 70, elle n'en comptait plus déjà plus que 430 l'an passé et avec le "plan social", nous ne sommes plus que 324 en début d'année. Ça ne suffit pas ! Les patrons ont prévu 124 suppressions d'emploi pour janvier 91 (38 % du personnel). Comme elle ne veut pas de licenciements secs, il faut que les ouvriers partent d'eux-même, ceux qui restent sont précisément ceux qui ont eu du mal ou refusé de partir, il faut intensifier la pression, il faut créer un climat de terreur psychologique, d'hypothèses de départ sans les 50.000 francs, comme ils ont fait pour les huit licenciés. Ceux-ci doivent servir d'exemple pour les indécis : "Si vous ne partez pas de vous même, voilà ce qui risque de vous arriver".

La réaction a été massive, rassemblant environ 80 % des ouvriers dans l'action sous des formes diverses. La CFDT prônant la grève illimitée mais sans audience car l'usine est actuellement en sous-charge de travail, des ouvriers sont inoccupés et des menaces pécises de chômage technique pèsent sur nos épaules. La CGT a lancé l'affaire aux Prud-hommes, tenu un meeting avec les autres boîtes ; l'UL et la municipalité, tenu plusieurs assemblées de militants ; une série de débrayages ont eu lieu, suivis massivement ; une AG du personnel a décidé une aide financière (une heure de salaire) pour couvrir les frais juridiques ; une pétition exigeant la démission de la direction et la réintégration des huit, une série de harcèlements de la direction comme lui interdire l'accès de l'usine de manière symbolique, ce qui a été fait ; et enfin nous avons tenu une conférence de presse au CE où FR3 est venue et a passé le soir même un reportage qui ne nous était pas défavorable. A ce jour, la mobilisation est bien sûr insuffisante par rapport à nos objectifs qui sont la réintégration de nos camarades, mais compte tenu du climat de découragement qui existait dans la tôle, nous avons pour l'instant montré aux patrons que nous n'acceptons pas d'être traités comme des bandits, et qu'ils auraient encore un peu de mal pour liquider "en douceur" les 124 emplois qu'ils se sont fixé comme objectif.

S'il existe des voleurs dans l'usine, c'est bien ceux qui nous prennent notre force de travail contre des salaires de plus en plus réduit et qui nous volent notre vie huit heures par jour (récemment des horaires de neuf heures nous ont été imposés pendant plusieurs mois) en aggravant ces conditions par la mobilité, la flexibilité, en nous envoyant travailler, pour ceux qui acceptent, à Douais, Sandouville ou Flins, pendant des mois, logés dans des foyers de jeunes travailleurs ou à l'hôtel.

C'est ça leur plan social, c'est ça leur "accord à vivre" : liquider Billancourt, ouvrir une équipe de nuit à Flin, arriver à 45.000 travailleurs chez Renault (nous étions plus de 110.000 en 1977, nous sommes aujourd'hui 63.000) qui devront être entièrement mobiles et flexibles au service du capital, les autres au chômage et tout ça si possible sans grèves ni heurts importants. Même si nous ne sommes pas encore assez nombreux, nous ferons tout pour nous opposer à leur politique anti-ouvrière de chômage, d'exclusion et de misère.

St-Ouen le 15.02.90

LES OTAGES DES TAULIERS ET DES LIMONADIERS

Travailler tandis que les clients profitent de leurs loisirs pour se détendre, c'est le lot quotidien des personnels de l'hôtellerie et de la restauration. Cela signifie souvent accepter des horaires très contraignants le jour, mais aussi la nuit, le samedi, le dimanche et les jours fériés avec de longues heures, bien souvent debout. Ce qui entraîne un rythme de vie décalé par rapport à la plupart des salariés. Cette grande disponibilité se fait bien sûr au détriment de la vie privée, familiale, et de la santé (source de maladies cardio-vasculaires, notamment). Y a-t-il une compensation pour tous ces sacrifices en termes de rémunération , De moins en moins, il faut le souligner.

En effet, les travailleurs du tourisme et des loisirs en contact direct avec la clientèle sont de plus en plus en butte avec les négriers du patronat de ces professions qui leur imposent des conditions de travail toujours plus mauvaises pour des salaires médiocres. La raison principale en est, comme dans d'autres secteurs professionnels, la pléthore de main d'œuvre disponible et par conséquent la déqualification. Les bars, les hôtels et les restaurants emploient à tour de bras des travailleurs qui, se retrouvant rejetés de leur profession d'origine à cause de "la crise de l'emploi", acceptent d'être employés au rabais pour ne pas se retrouver au chômage. Dans les métiers déjà précaires de par leur caractère souvent saisonnier, beaucoup trop de travailleurs considèrent maintenant leurs emplois comme un "petit boulot" de plus en attendant mieux. Ils ne se sentent que de passage dans ce secteur professionnel.

Le travail à vil prix et son cortège d'inégalités et d'injustices se sont installés dans l'hôtellerie et la restauration depuis les grandes restructurations des secteurs de la production et de la prétendue crise économique des années 70 qui n'en finit pas de traîner. Depuis lors, le secteur tertiaire, celui des prestations et des services, prend une part disproportionnée dans l'économie. Les technocrates clament les louanges de la société de loisirs parce que les marchands trouvent que les vacances programmées se vendent bien à défaut d'autres produits également utiles et bien plus nécessaires pour les trois quarts de l'humanité.

La vieille idée reçue selon laquelle un bon garçon de café ou une serveuse de restaurant pouvait "faire son année" en une saison estivale sur la côte et une saison hivernale au ski, c'est une erreur grossière, surtout véhiculée par les tauliers et autres limonadiers esclavagistes. Et d'ailleurs, ne peut-on pas nourrir l'espoir de faire quelque argent quand on se "crève" 12 à 14 heures par jour sans véritable pause et souvent avec un seul repas dans l'estomac ? A présent, le bar, l'hôtel ou le restaurant signifient le SMIG comme rémunération de base. A l'employé d'arrondir ses fins de mois avec les heures supplémentaires, lorsque le patron daigne les payer, et les pourboires, cet horrible mot qui le fait s'apparenter à un ivrogne et qui est pudiquement remplacé par service. Avec le recours massif de jeunes sous contrats, TUC, SIVP PIL, aux travailleurs recyclés sous contrats, CRA, CRE, et autres chômeurs que l'Etat déguise, sans parler des contrats de travail verbaux que trop d'employeurs ne croient pas devoir respecter, le SMIG tend à n'être même plus le salaire de rigueur. Quant aux pourboires ou service, il deviennent de plus en plus rares car les prestations fournies sont toujours plus coûteuses et donc, les clients ne sont plus si généreux.

Du côté de la protection de ces emplois de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, il y a aussi beaucoup à redire. Les deux conventions collectives couvrant cette branche professionnelle sont bien minces et également vagues à souhait. Les 39 heures légales de travail hebdomadaires n'y sont pas encore acquises à cause des "besoins du service", c'est-à-dire des exigences des patrons. La tarification des heures supplémentaires, du travail de nuit, du dimanche et des jours fériés y est laissée à l'appréciation du patronat. Les contrats de travail écrits et clairs sont monnaie rare. Dans des conditions de travail aussi aléatoires, comment pouvoir prétendre à du personnel sérieux et qualifié qu'exige un bon service à la clientèle ?

Les centrales syndicales délaissent le secteur du tourisme car il ne fournit pas de bases solides de militants pour asseoir leurs appétits d'encadrement de ces travailleurs souvent saisonniers et précarisés. Mais le patronat, lui, serre les rangs et se tient les coudes pour être efficace et prospérer.

Afin de résister, de se défendre et de lutter pour une société plus juste et équitable, des militants se sont fédérés à la Confédération nationale du travail (CNT) en un syndicat de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme (SHRT) dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Ils peuvent être contactés à l'adresse suivante :

SHRT/CNT
Vieille bourse du travail, salle 3
13 rue de l'Académie, 13001 Marseille.

Une permanence est assurée tous les mercredis de 17 à 19 heures.

Philippe le 21/02/90

APRES UNE DECENNIE DE LUTTES, QUELLES PERSPECTIVES ?

Actuellement, nous nous trouvons au cœur d'un consensus politique en matière sociale. Cela a pour effet que nul n'ose ouvrir le débat sur la question carcérale. Et l'on ne peut certes pas compter pour cela sur les frileuses "forces de gauche" qui se complaisent dans la "gestion de la modernité". c'est donc au mouvement de lutte des prisonnier(e)s qu'il revient de porter le débat sur la place publique et de susciter l'interrogation sur le devenir de la prison.

REPRENDRE L'INITIATIVE POUR VAINCRE

Pour analyser l'évolution de la lutte carcérale, il nous faut établir quelques points de repère chronologiques. Si nous nous en tenons aux années qui se sont déroulées sous la présidence de F. Mitterrand, nous pouvons compter cinq vagues distinctes dans les luttes carcérales : 1981, 1983, 1985, 1987 et 1988/89. Nous considérons ici qu'il y a "vague de révoltes" lorsqu'un mouvement touche un grand nombre ou l'ensemble des prisons dans la même courte période, lorsque ces révoltes recouvrent une même forme et mettent en avant les mêmes revendications.

En 1981, la vague de luttes toucha l'ensemble des prisons françaises durant le mois de juin. Elle prit la forme de sit-in ou de chahuts organisés, sans violence de la part des détenus. Elle visait à rappeler au gouvernement les promesses faites durant la campagne électorale présidentielle.La vague de lutte de 1983 toucha elle aussi l'ensemble des prisons françaises durant le mois de janvier.Lle mouvement recouvrit des formes un peu plus violentes que lors de la précédente vague puisque les détenus gagnèrent les toits et causèrent quelques dégâts matériels. Les revendications tournaient alors essentiellement autour de l'exigence de parloirs sans dispositif de séparation.

L'année 1985 vit le déferlement d'une vague de luttes qui, après avoir pris son essor à Fleury-Mérogis, investit très rapidement tous les établissements de la région parisienne et se propagea en l'espace d'un mois (mai-juin) à la quasi totalité des prisons françaises. La forme du mouvement était encore plus violente que lors de la vague précédente. on vit en effet, à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, la première prise d'otages. Les locaux furent détruits en de nombreux lieux et l'on dut même compter des morts parmi les prisonniers, comme à la maison d'arrêt de Fresnes. Aucune revendication dominante ne fut explicitement formulée par les détenus et la presse attribua les révoltes à la surpopulation carcérale.

1987 fut plus marquée par l'explosion de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, que par une véritable vague de révoltes. Même s'il est vrai que dans d'autres prisons, on profita du climat ainsi créé pour exposer des problèmes locaux. Aux Baumettes, le mouvement pris une forme très violente. Les installations furent largement détruites et il s'ensuivit une répression d'une extrême brutalité. Cependant, dans les autres établissements, on recourut à des formes plus traditionnelles : refus de réintégrer les cellules, refus des plateaux-repas, montée sur les toits, etc. Les revendications des Baumettes traduisaient, elles, un lourd contentieux entre les détenus et la hiérarchie locale.

Les luttes de 88/89 ne constituent pas à proprement parler une vague de révoltes puisque les mouvements furent parfois espacés de plusieurs mois. En revanche, ils prirent des formes similaires : prises d'otages et destruction des locaux. A la maison centrale de St Maur, les revendications tournaient autour de la longueur des peines (libération conditionnelle, remise des peines, etc.). Les révoltes de Besançon et d'Ensisheim y ajoutèrent l'exigence de la fermeture des quartiers d'isolement. Enfin à Poissy et à Toul, les prisonniers en lutte exigèrent la suppression du prétoire et du mitard. Dans cette même période, une plateforme unitaire fut élaborée dans de nombreux établissements, qui fut mise en avant dans chaque mouvement ou révolte. Ce bref récapitulatif permet de mesurer que l'analyse du mouvement carcéral au cours de ces années écoulées doit être articulé autour de quatre points précis : les revendications, les réponses du gouvernement, la fréquence des mouvements et enfin leurs formes.

LES REVENDICATIONS.

De 1981 à 1989, les revendications des prisonniers en lutte ont grandement évolué. En 1981, au lendemain de l'élection du candidat Mitterrand, elles exprimaient un "espoir" en la gauche nouvellement aux commandes. Les détenus pensaient que les socialistes feraient "quelque chose" pour eux. Ce "quelque chose" n'était pas véritablement défini sinon par l'exigence d'une grâce présidentielle importante. Les revendications ne remettaient nullement la prison en cause et les prisonniers attendaient plus un "cadeau" du gouvernement qu'ils n'exigeaient un droit.

En 1983, les revendications se limitent encore à l'exigence d'une amélioration des conditions de détention : parloir sans dispositif de séparation, port de vêtements civils, possibilité de disposer de tabac au mitard, etc. En fait, ces revendications sont condi-

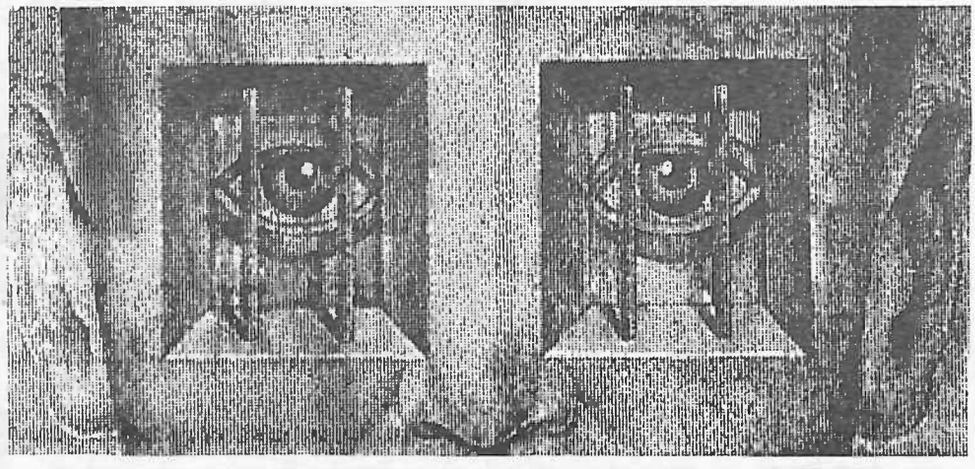
tionnées par l'annonce des réformes de Badinter : les détenus n'exigent que ce que le garde des sceaux a déjà promis.

C'est à partir de 1985 que s'opère un tournant décisif. Lorsque la révolte embrase la maison d'arrêt de Fleury Mérogis, les médias ne trouvent pour toute explication que la surpopulation, suivis en cela par les syndicats de matons qui calculent bien vite leur bulletin de salaire en fonction du nombre de détenus. Pour leur part, les prisonniers en lutte n'expriment aucune revendication spécifique si ce n'est, dans un second temps, la levée des sanctions disciplinaires contre les "meneurs". Dans tout le pays, les prisons entrent en effervescence. Mais il n'apparut pas de revendications unitaires, les exigences se cantonnant généralement à des problèmes locaux.

En 1987, seuls les prisonniers de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, semblent avoir des revendications particulières, qui portent sur le conflit qui les oppose à la direction locale. Les autres prisons entrent aussitôt dans le mouvement mais là encore, aucune revendication ne se dessine au niveau national.

La première mutinerie de la période 88/89, à la maison centrale de St Maur, met en avant des revendications nationales. On y dénonce la longueur des peines et on exige l'attribution de libérations conditionnelles et de permissions. Les mutineries qui suivirent reprirent cette même critique en y ajoutant une à une d'autres revendications ; la fermeture des quartiers d'isolement (Besançon, Ensisheim), l'abolition du prétoire et du mitard et le droit à la représentation des détenus (Poissy, Toul). C'est alors qu'une plate forme unitaire est enfin adoptée au terme d'une intense discussion dans de nombreux établissements. Elle reprend les points déjà avancés et les complète d'autres exigences : les parloirs intimes, le SMIG pour les travailleurs, un statut unique pour tous, l'amnistie des prisonniers condamnés pour des actes de rébellion.

On constate ainsi que, de 1981 à 1989, les revendications des prisonniers en lutte sont passées d'une critique des conditions de détention à une critique de la prison elle-même. Tant qu'il s'agissait de réclamer des aménagements, les détenus ne remettaient pas en cause l'institution carcérale. Mais, parce que les conditions de détention ne peuvent être indéfiniment améliorées, on vérifie un certain flottement dans les revendications à partir de 1985. Ce n'est véritablement qu'à partir des mutineries de 88/89 que la prison en tant qu'instrument de gestion sociale est remise en cause à travers des revendications bien précises. La critique de la peine et des modalités de libération exprime une critique de l'arbitraire pénitentiaire, de la prison comme zone de non-droit en dehors de l'espace social. De même, l'exigence de droits sociaux, tels le SMIG ou le droit d'organisation constitue une critique du principe même de l'exclusion sociale par l'enfermement. Enfin, l'exigence de l'amnistie pour les mutins est l'affirmation du droit imprescriptible de lutter contre un système inique. On assiste donc bien à une remise en cause totale de la prison, et cela d'une façon claire et organisée. Comme nous allons le voir, le gouvernement ne s'y trompera pas.



LES REPONSES DU GOUVERNEMENT.

Durant toute la période qui va de 1981 à 1989, face aux diférentes vagues de révoltes, les réponses du gouvernement furent chaque fois adaptées aux revendications exprimées. En 1981, il répond aux mouvements par une grâce présidentielle et par l'abolition officielle des Quartiers de haute sécurité (QHS) et des tribunaux d'exception - même si les uns et les autres furent plus tard rétablis sous d'autres appellations. La réponse gouvernementale paraît généreuse et semble préfigurer, avec l'abolition de la peine de mort, un tournant dans la conception de la justice, bien qu'il ne s'agisse nullement d'une remise en cause du principe de l'enfermement. Ce n'est en effet un secret pour personne que le ministre qui fut présenté comme "le plus laxiste" est en fait celui qui a le plus enfermé, le plus souvent, et le plus longtemps. Cette réponse n'était donc qu'un leurre destiné à calmer la colère des détenus, comme on offre une friandise à un enfant turbulent. C'était aussi une caresse dans le sens du poil due à l'électorat le plus à gauche.

En 1983, le gouvernement répond encore par des aménagements. Ce n'est pas ici le lieu de discuter pour savoir si les aménagements renforcent ou non l'institution. Il est en tout cas certain que les réformes pénitentiaires alors mises en œuvre n'inquiètent guère l'institution, qui n'en fonctionna pas moins bien.. Le gouvernement, soucieux de son image "humaniste", est toujours prêt à concéder quelques réformettes pourvu que ne soit pas mis en cause le principe de l'enfermement par lequel il exclut ses "nouveaux pauvres". En 1985, le gouvernment accorde de lui-même, en plus d'un mois, des remises de peine qui vont momentanément résorber la surpopulation. C'est là un aménagement que personne n'avait véritablement demandé, bien que personne ne songeât non plus à le refuser. Il y eut bien une esquisse de débat entre les détenus pour savoir s'il fallait ou non critiquer l'introduction de la télévision dans les cellules, mais c'était là une discussion décentrée. Certes, il y avait lieu de se défier d'un cadeau nécessairement empoisonné. mais le poison n'était pas contenu dans l'objet : il était dans le don lui-même. Le gouvernement accordait la télévision comme il avait accordé les postes radiophoniques en 74, afin d'engager les prisonniers dans une course à l'aménagement. Il fit même alors miroiter frigidaires et parloirs intimes.

L'absence de revendications centrales lors des révoltes de 1985 inquiéta fortement la chancellerie, qui imaginait déjà que les détenus allaient exiger la destruction des prisons. Elle chercha à les aiguiller vers une autre voie. Pour les aider à s'y engager, le ministère offrit une récompense d'un mois de remise de peine supplémentaire aux prisonniers qui rentreraient dans le rang en cessant le mouvement. Il reprenait en cela un procédé déjà utilisé par V. Giscard d'Estaing en 1974.En 1987, la Chancellerie commence à mettre en place sa nouvelle politique pénitentiaire. Il apparut alors que les objets de revendication allaient bien vite s'épuiser si le mouvement carcéral restait confiné sur le terrain miné de l'amé-

nagement. Puisque le gouvernement ne pouvait plus rien octroyer aux détenus, il entreprit donc de rogner des droits acquis, quitte à les réattribuer lorsque la situation exigera une concession. C'est ainsi que les remises de peine spéciales (RPS) passèrent de six mois à cinq, voire même quatre mois.

Dans le même temps, un circuit pénitentiaire à double vitesse fut mis en place. On eut dès lors un circuit soft dans lequel tous les aménagements sont possibles, et un circuit sécuritaire, constitué de cinq centrales où les conditions de détention sont très dures. Il suffit ensuite d'affecter les détenus dans l'un ou l'autre circuit, selon leur comportement, reprenant en cela ce qui existait déjà pour les affectations en centre de détention ou en maison centrale. Désormais, les centrales concernées sont au régime QSR (Régime de sécurité renforcé), alors que le reste du parc pénitentiaire français s'achemine peu à peu vers le régime européen.

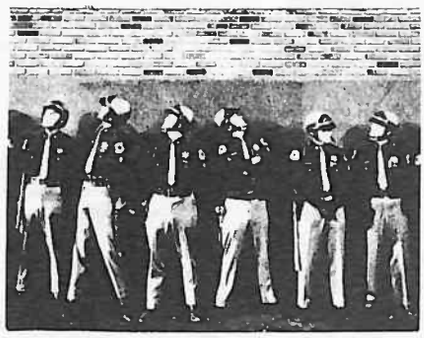
Les révoltes de 88/89 viendront troubler ce bel ordonnancement. Certes la Chancellerie en prit prétexte pour durcir les conditions de détention dans les centrales de sécurité. Mais la tension qui en résulta menace constamment, aujourd'hui encore, ce précaire équilibre. Durant cette période, le gouvernement refusant obstinément de prendre en compte les revendications des prisonniers, des condamnations chaque fois plus lourdes furent prononcées pour tenter d'enrayer la vague de mutineries. En vain, car le mouvement s'étendit : Clairvaux, Lannemezan, Draguignan, St-Maur de nouveau...

C'est cette brutale politique qui continue d'être aujourd'hui pratiquée. Le recours de plus en plus systématique aux transferts disciplinaires collectifs, aux mises à l'isolement, la multiplication des tabassages, la pression constante qui est entretenue en témoignent nettement. La Chancellerie veut signifier aumouvement de lutte qu'elle ne cèdera plus rien : au-delà, il n'y a rien, sinon la répression.

On voit donc que, de 1981 à 1989, les réponses du gouvernement ont elles aussi évolué. Tant qu'il s'agissait d'aménager l'instrument de gestion sociale qu'est la prison, le gouvernement répondait de manière relativement favorable. Durant la période de flottement, entre 1985 et 1987, où aucune revendication centrale ne fut exprimée, il tenta de contenir la lutte des prisonniers dans une course à l'aménagement en offrant télévision, frigidaire, etc. Mais dès lors que le mouvement de lutte s'est irrémédiablement engagé dans la critique de l'instrument lui-même, le gouvernement répondit par la répression la plus brutale. Il ne fait en cela qu'imiter tous les Etats qui s'accrochent à leurs instruments de domination, démontrant en cela son absence de volonté et son in capacité à se débarrasser d'une structure archaïque qui est inapte à résoudre la question de la délinquance.

LA FREQUENCE DES MOUVEMENTS DE LUTTE

Au moins jusqu'en 1987, on remarque une certaine régularité dans la fréquence des vagues de luttes, qui se succèdent tous les deux ans environ. Cet intervalle peut se comprendre par le décalage entre le niveau de conscience collective des prisonniers et les dispositifs existants : un certain laps de temps est nécessaire entre la mise en place d'un nouveau dispositif et le dépassement de celui-ci dans les consciences. Il en fut ainsi après la mise en place des parloirs sans dispositif de sécurité. Environ deux ans furent nécessaires à la conscience collective pour en faire la critique et pour formaliser celle-ci dans la revendication de parloirs intimes. De même,



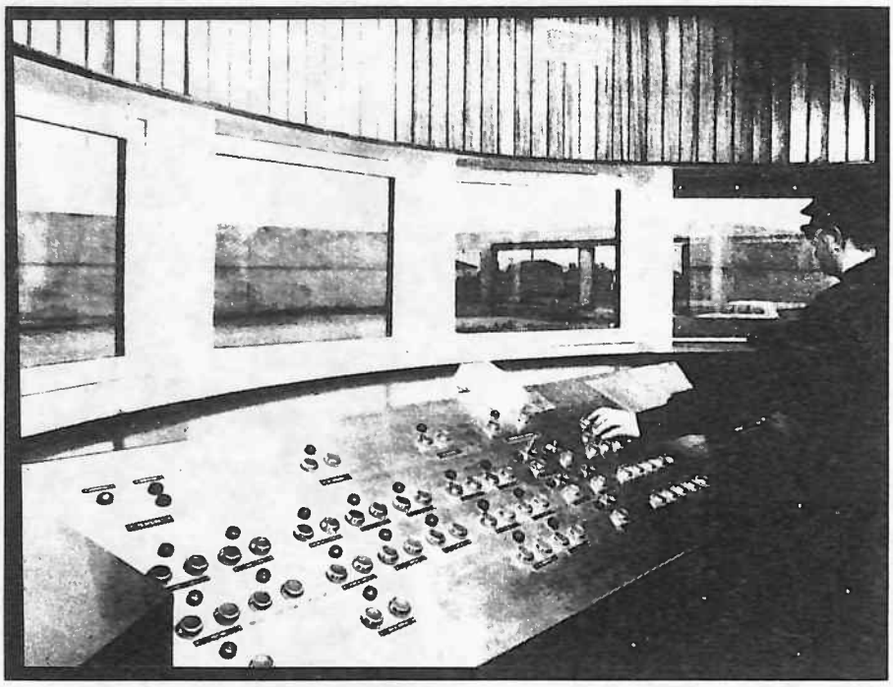
la disparition de cette régularité de rythme à partir de 1988, alors que les révoltes se suivent à une cadence assez soutenue, semble être due à l'absence d'introduction de nouveaux dispositifs.

Après ces révoltes, rien ne changea, aucune mesure ne fut prise. La conscience collective du mouvement de lutte carcéral a désormais dépassé la structure pénitentiaire actuelle, dont elle fait la critique. Elle se trouve désormais en révolte permanente, une révolte qui se traduit dans les faits chaque fois que la situation le permet. C'est ainsi que des révoltes peuvent éclater à tout instant dans les prisons où les détenus sont dans un état de révolte constant.

LES FORMES DES MOUVEMENTS.

C'est patent : de 1981 à 1989, les formes du combat carcéral ont radicalement changé. On est ainsi passé de sit-in non violents dans les cours de promenade aux mutineries violentes. Deux approches de cette évolution peuvent être tentées. La première consiste à penser que les formes de lutte suivent une évolution linéaire, qui part de la simple contestation verbale puis se radicalise peu à peu en augmentant son degré de violence. Cela reviendrait à accorder à la violence un rôle d'étalon dans le rapport conflictuel entre les détenus et l'administration pénitentiaire. On mesurerait ainsi le rapport de forces au degré de la violence déployée, mais ce serait faire du recours à la violence une fin et non plus un moyen. De même, l'idée selon laquelle le recours à la violence s'étendrait parce que la chancellerie ne céderait pas aux revendications est contredite par les faits. En effet, avec moins de violence, les luttes de 1981 à 1985 ont obtenu plus largement gain de cause.

La seconde approche consiste à rapporter les formes de lutte aux revendications. C'est ainsi que losqu'il ne s'agissait que d'exiger des améliorations des conditions de détention, la contestation passive était la forme dominante. Il aurait en effet été paradoxal de réclamer des aménagements en cassant les prisons. Dès que les détenus ont remis en cause le principe même de la prison, la forme de lutte est devenue celle de la destruction de la prison. Les formes de lutte sont ainsi toujours en étroite relation avec leur objet. L'objet de la lutte carcérale étant à présent l'abolition de la prison, il est logique que la



forme de lutte dominante soit sa destruction. Et si cette volonté de destruction prend la forme d'une destruction concrète, matérielle plutôt que celle d'une critique radicale verbale, c'est parce que c'est aussi, pour les prisonniers en lutte, l'unique moyen de se faire entendre.

Nous savons bien que ce n'est pas en détruisant matériellement les prisons une à une que nous abolirons la prison. Mais nous savons aussi que le gouvernement et l'Administration pénitentiaire considèrent les détenus comme des objets incapables de s'exprimer et leur dénient tout lieu d'expression. La parole ne nous étant jamais donnée, nous la prenons : nous perturbons l'organisation pénitentiaire pour en exiger une autre (sit-in - perturbation pour imposer une revendication - nouvelle organisation), nous détruisons les prisons pour exiger leur disparition à terme.

En l'état actuel de notre organisation et de nos moyens d'expression, il est probable que nos formes de lutte conserveront encore un certain degré de violence. Mais témoigner, revendiquer et agir de concert, exige un important niveau d'unité, d'organisation et de coordination.

L'UNITE

L'unité ne se commande pas et aucun drapeau ne saurait la construire. L'unité des détenus est constituée par ce qui les relie les uns aux autres dans ce qu'ils font et ont en commun. Ils ont d'abord en commun des intérêts, traduits des revendications, et ils font en commun des actions pour appuyer ces revendications. L'unité des prisonniers en lutte est donc contenue dans ces actions communes pour des revendications communes.

L'ORGANISATION

Les détenus ne sont généralement pas des militants rompus aux différentes formes d'organisation. Diverses organisations ont déjà tenté de s'implanter sur le terrain carcéral, sans succès. Ce fut en 1985 le cas de l'ASPF (Association syndicale des prisonniers de France), qui fonctionnait sur un mode syndical. C'est encore le cas de la CNP (Coordination nationale des prisonniers), qui se voulait coordination nationale mais se trouve ramenée aux proportions d'un groupe local. L'organisation par le haut sous la forme d'un bureau directeur ou d'un secrétaire du syndicat a donc été rejetée par le mouvement de lutte carcéral, non sans quelque raison.

Actuellement, la tendance est nettement à l'organisation par le bas, sous la forme de collectifs de base : la CNP à Fleury-Mérogis, la Coordination locale à Poissy, le comité de lutte à Moulin, etc. A cela nous souscrivons. C'est à l'intérieur de ces collectifs de base et dans leur rayonnement que la dynamique de la lutte carcérale puise ses forces et ses directives. Le principe est accepté par les détenus qui, ainsi, contrôlent mieux la dynamique de lutte. Il doit donc être encouragé et développé jusqu'à ce qu'il existe autant de structures de base que d'établissements.

LA COORDINATION

Une grande partie de nos échecs passés provient de l'absence de coordination dans nos luttes. De sorte que chaque mouvement apparaît comme isolé des autres, sans lien avec eux. Les conditions dans lesquelles nous évoluons font que les informations, les échanges d'idées, les propositions, etc., circulent mal et difficilement entre nous. Nous devons y remédier en chargeant un organisme de recueillir puis de diffuser l'information, de faciliter la communication et la discussion entre nous. Cet organisme ne peut être qu'extérieur aux établissements pénitentiaires, pour des raisons évidentes de censure et de moyens à disposition pour tourner celle-ci. La commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (COPEL), exclusivement animée par d'ancien(ne)s détenu(e)s, a été constitué dans ce but il y a quelques mois. C'est maintenant à nous, prisonniers participant au mouvement de lutte carcéral, de l'investir plus systématiquement encore de cette charge qu'elle a commencée d'assurer. Car c'est de nous que tout dépend, tant il est clair que la fonction de cet organisme externe ne saurait être une fonction de direction de nos luttes à l'intérieur mais bien celle d'un porte voix.

Pour résumer, nous pouvons affirmer que la prison étant désormais comprise comme un instrument de la domination étatique, que les problèmes qu'elle pose étant clairement de nature politique, nous devons porter le débat sur la place publique en témoignant de la nature réelle de la délinquance, de l'absurdité des peines infligées et de la réalité carcérale. Nous devons y apporter nos réponses au travers de nos revendications et agir de concert pour appuyer notre expression. D'ores et déjà, nous disposons des moyens pour ce faire avec nos divers collectifs de base et un collectif de soutien externe.

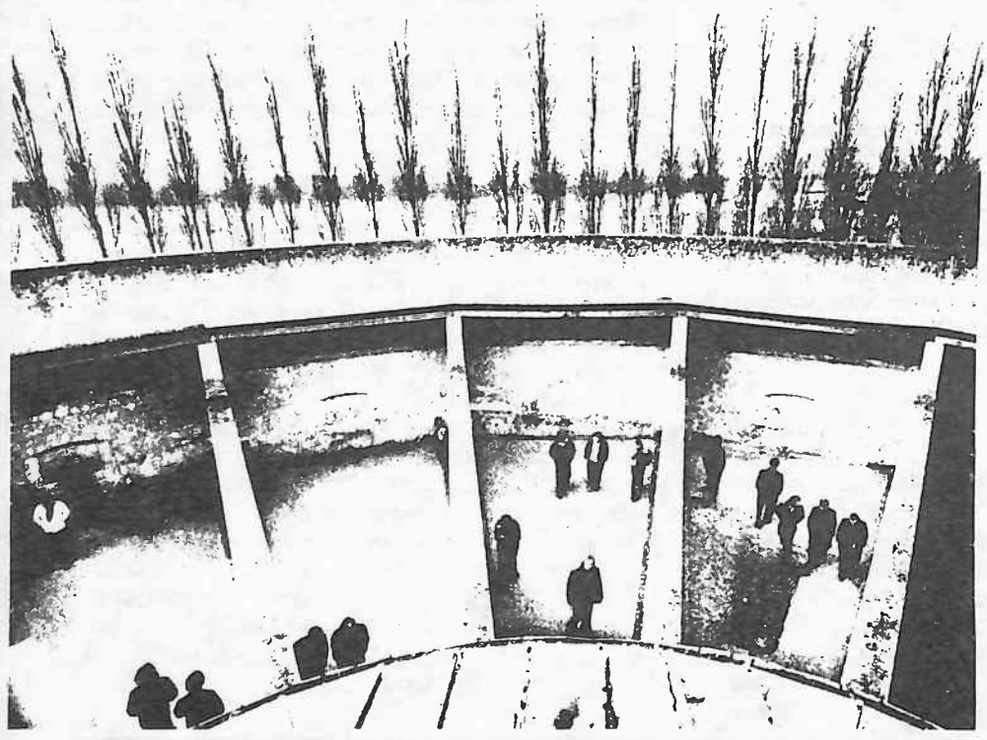
UNE PROPOSITION

C'est dans ce cadre que nous voulons formuler une proposition, qui s'adresse à tou(te)s les détenu(e)s en lutte. Nous l'avons vu, des mouvements violents peuvent à nouveau intervenir. Nous savons par expérience que nous ne pouvons pas obtenir une coordination et une unité parfaite dans ce genre de mouvements largement spontanés. Nous savons aussi qu'il nous est toujours difficile de nous exprimer après ces mouvements, nos revendications étant alors souvent éclipsées par les déclarations des "officiels" et "spécialistes", qui nous ravalent au rang d'animaux en chaleur excités par la touffeur estivale. Il est pourtant important que nos actions s'imposent comme conduites par des gens qui prennent leurs responsabilités, qui savent ce qu'ils veulent et le disent intelligiblement.

Nous proposons donc d'inverser le principe mouvement/ expression qui a prévalu jusque-là. Il faut d'abord s'exprimer, faire connaître notre avis et nos exigences. Puis, il faut dans un second temps, se donner les moyens d'organiser un puissant mouvement coordonné, qui démontre notre unité, forcément non-violent pour que le plus grand nombre puisse y participer. Si des mouvement locaux et violents surgissent ensuite, ils apparaissent alors clairement comme se situant dans la continuité du mouvement national.

Notre expression doit s'articuler autour de deux points : le témoignage et les revendications. Pour cela, des collectifs sont déjà en place, d'autres sont en cours de constitution, d'autres enfin doivent être constitués. Tous seraient chargés de recueillir les témoignages par écrit des détenus sur leurs délits et les peines qui leur ont été infligées, dénonçant par là les réponses judiciaires invraisemblables à des délits insoupçonnés - la réclusion perpétuelle pour vol avec un pistolet d'alarme ou trois mois de prison pour un vol à l'étalage, ça existe plus qu'on ne le croit. Ces témoignages devraient aussi porter sur leur quotidien carcéral en compilant les rapports d'infraction, souvent surréalistes et les mises à l'isolement répétées durant des années, dénonçant les mille actes arbitraires de l'Administration pénitentiaire.

Il s'agirait en fait d'expliciter et de fonder publiquement nos revendications. Les hiérarchies pénitentiaires et matones ne se gênent pas pour justifier leurs revendications de réouverture des QHS ou d'institutions de nouveaux instruments d'anéantissement à chaque fois qu'une évasion se produit. De même, les collectifs rédigeraient chacun une plateforme de revendication autour de ces témoignages. Tous ces témoignages, documents et plateformes seraient enfin adressés au collectif extérieur, qui aurait pour tâche de les diffuser largement et d'interpeller les pouvoirs et l'opinion publique sur la réalité carcérale et judiciaire. Suite à cela, nous pourrions alors appeler à une manifestation nationale de sprisonniers en lutte pour soutenir nos revendications. La forme de cette manifestation reste à discuter, mais l'important est qu'elle soit simultanée.



Cette proposition de quelques-uns d'entre nous doit être soumise à la discussion de tous. Mais, quelquelles que soient les décisions qui seront prises, il est grand temps que le mouvement des prisonniers en lutte reprenne l'initiative. Sans quoi il se verra imposer par les syndicats de matons des mesures qui seront autant de reculs par rapport à ce que nous avons durement conquis dans nos luttes, et qu'il sera difficile de faire abroger. Il en fut ainsi pour la baisse du plafond des remises de peine supplémentaires ou pour la suppression des remises de peine pour examen. Nous devons faire entendre nos voix, nos exigences, nos combats. Nous devons reprendre l'initiative.

Février 1990
Des prisonniers des Comités de lutte.

Ce texte a été transmis par la COPEL(e) - Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (extérieur) c/o Octobre BP 781, 75124 Paris cedex 03. Elle édite un bulletin d'information auquel on peut s'abonner (150 francs, chèques à l'ordre d'Annelyse Benoît, mention Copel au dos).

FLICS ET MILITAIRES AU SERVICE DES CITOYENS

Ces dernières semaines auront été marquées par deux faits illustrant parfaitement deux facettes de la répression policière :

- Le meurtre par un policier de La Ciotat (13) de Saad Saoudi, fils de harki, lors d'un transfert judiciaire.

- L'affaire des fichiers informatisés.

Si de nombreuses voix (médias, partis politiques, associations, syndicats, personnalités) se sont élevées contre le décret prévu par Rocard (soutenu par les seuls Le Pen et Pandraud), elles visaient l'informatisation du fichier et non le fichier lui-même, encore moins le travail des renseignements généraux. En France, 440.000 personnes constituent le fichier automatique des RG (37.000 "politiques" et 17.000 concernent le "terrorisme"). Il faut ajouter à ce chiffre le fichier manuel composé de 600.000 références (noms ou associations). Remarquons le peu de réactions de la population alors que quelques jours auparavant, en Suisse, s'était déroulée une manifestation regroupant plusieurs dizaines de milliers d'individus, et ce, sur le même problème.

Décembre 89 : Des militants de l'association "Act-up" (association d'informations et de contre-info sur le problème du Sida) sont embarqués par des policiers à Paris après avoir réalisé quelques bombages. Emmenés au poste, ils se font insulter et brutaliser.

6 février 90 : Selon C. Dechavanne, de nombreux policiers, sans doute des RG, se seraient glissés sur le plateau de "Ciel mon mardi !" lors du débat houleux consacré à l'extrême droite... débat se transformant en pugilat suite à la prise de parole d'un révisionniste.

19 février 90 : l'inspecteur Champmartin est révoqué de la police et passera en jugement le 19 mars. Chargé des enquêtes-décès, il a, durant plusieurs années, dérobé lingots d'or, bijoux, chéquiers, aux domiciles des personnes décédées.

22 février 90 : 3 militants nazi du PNFE, qui avaient été inculpés dans le cadre du dossier des attentats contre des foyers Sonacotra, ont été remis en liberté sur décision de la chambre d'accusation de la Cour d'appel d'Aix. Parmi eux, le policier Lecanu, secrétaire général de la FPIP (fédération professionnelle indépendante de la police).

23 février 90 : Deux CRS de la Talaudière (Loire) ont été inculpés d'escroquerie aux assurances. l'un d'eux est même incarcéré. Ils avaient planifié un faux vol de voiture afin de toucher une prime d'assurance.

26 février 90 : Jean-Michel Toche, un enquêteur de police marseillais déjà condamné en 1988 pour usure, a été inculpé pour vol de voiture et écroué. Maillon d'une filière de voitures volées, il fournissait de faux documents administratifs. Il a été également révoqué de la police.

1er mars : Un article du Canard enchaîné révèle la parution au Journal Officiel du 4 février, d'un décret signé par Rocard et Arpaillange autorisant les services judiciaires et policiers (notamment les RG) à stocker par informatique des données concernant l'origine raciale, les opinions politiques, religieuses ou philosophiques ainsi que l'appartenance syndicale ou associative de certaines personnes. Ce fichage généralisé ne ferait que faciliter le travail de la justice et de la police, de telles données existant déjà mais n'étant pas informatisées. Contrait de faire (provisoirement ?) marche arrière, Rocard a décidé d'entamer un travail d'explication auprès de la population pour démontrer le bien fondé de telles pratiques. Big brother is watching you !

3 mars 90 : Un colonal de l'armée de terre se fait condamner à 20.000 francs d'amende. En instance de divorce il avait placé sa femme sous écoute téléphonique.

6 mars 90 : Saad Saoudi est abattu de plusieurs balles dans le dos près de Marseille, par le sous-brigadier Jean-Claude Marin. Placé en garde à vue après une bagarre, le policier estime qu'il aurait tenté de prendre la fuite durant son transfert au Palais de Justice. Selon la famille de Saad, il s'agit bel et bien d'une véritable exécution.

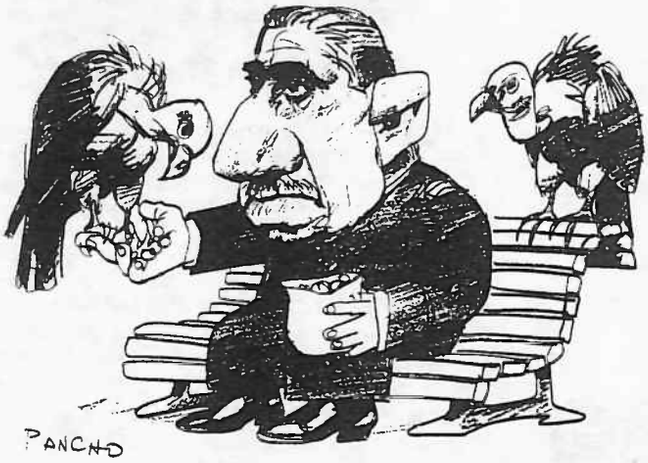
7 mars 90 : Tollé général dans la police suite à un projet de fichier concernant les bavures. Y figureraient les policiers ayant tiré avec leur arme de service, provoquant une "bavure". La FASP, principal syndicat de policiers estime ce fichage "hors la loi".

12 mars 90 : Le sous-brigadier J.-C Marin est remis en liberté à l'issue d'une longue reconstitution... 6 jours après avoir abattu Saad Saoudi.

LA PREMIERE FRUSTRATION DU MOUVEMENT POPULAIRE CHILIEN

1973. Chili. Pinochet... 1989... transition surveillée vers la démocratie. Miguel a quitté son pays en 77 après 4 années de clandestinité et de prison. Il s'est depuis installé en france. Remontant aux sources du mouvement populaire chilien, il nous proposera en trois parties son point de vue jusqu'à l'histoire récente d'aujourd'hui.

PINOCHET PREND SA RETRAITE



"Pour ne pas perdre mes pouvoirs sorciers - disait un vieil indien Mapuche du sud du Chili -, je fais en sorte de croire qu'ils ne m'appartiennent pas..." Le général Pinochet a retenu la formule mieux que quiconque. En décembre, Patricio Aylwin emporta les élection, et en mars il est devenu président de la république, mais cela ne semble guère inquiéter la droite économique et le Capitaine général : le régime survivra à l'échec électoral, ses piliers économico industriels restant intouchables.

Rappelons les résultats des élections et leurs conséquenses immédiates. Ils parlent d'eux-mêmes : la Concertation - alliance conduite par Patricio Aylwin - obtint 22 sénateurs sur 47 et 71 députés sur 120. Il s'agit d'une majorité relative dans le premier cas et absolue dans le deuxième cas. Or les traquenards de la constitution de 1980 - plébiscitée en 1980 - ont été si bien dessinés que pour obtenir les réformes promises par Aylwin il aurait fallu 80 députés et 30 sénateurs...

La droite et l'extrême droite obtinrent, pour leur part, 16 sénateurs et 46 députés auxquels il faut ajouter 9 parlementaires désignés par le régime militaire. Et Pinochet qui continue à garder une part non négligeable de pouvoir. A l'heure actuelle, lui et ses technocrates privatisent des entreprises clés et se font voter, avant la "passation des pouvoirs", une série de lois qu'il serait long d'évoquer : inamovibilité du commandant en chef de l'armée et des fonctionnaires de l'administration, interdiction d'enquêter sur les malfrats "du gouvernement précédent", disparition des archives de la police politique, etc.

Il va sans dire que la grande perdante de la joute électorale et ses suites fut la gauche chilienne : tous les candidats du PC furent battus et des dirigeants dont personne n'osait mettre en doute la victoire, tels Luis Maira et Ricardo Lagos, mordirent aussi la poussière...

Au lendemain des élections, les responsables de la gauche et certains analystes politiques accusèrent le système électoral injuste et s'empressèrent d'expliquer la défaite par une campagne qui aurait manqué d'imagination. D'aucun rappelèrent les 16 années de répressison policières, la division de la gauche, ou encore le manque de "projet alternatif" assorti d'une politique d'alliance trop floue... S'il y a sans doute un peu de tout cela, les espoirs déçus du peuple chilien - c'est bien lui qui fera les frais de cette transition sui generis vers la démocratie - font appel à d'autres explications - historiques si l'on veut -, à des décisions et des circonstances moins voyantes, moins évidentes, en dépit de leur importance. Peu de monde les a évoquées dernièrement si ce n'est pour dire grosso modo que "le Chili d'Allende, celui qui avait cherché à faire accéder au pouvoir les deshérités des deshérités, n'est pas, n'est plus..." Cette affirmation est-elle juste ? Quel est actuellement le positionnement du mouvement populaire ? Comment est-il arrivé là ? Quelles perspectives s'ouvrent devant lui ?

"ROTOS" ET PEONES OU LES PREMIERES FRUSTRATIONS DU PEUPLE CHILIEN (1830-1908)

"Ce qui me frappe le plus, affirma Alain Touraine lors d'un voyage au Chili, c'est que je vois un pays divisé par une sorte de grande muraille de Chine qui sépare les citoyens des barbares (...) Un pays divisé en deux nations par une barrière à la fois sociale et politique. Il y a, et bien que ce soit un thème que l'on n'aborde jamais, un Chili au teint clair et un autre au teint basané (...) Il y a, dans cette société détruite, un sentiment d'exclusion qui recouvre des sous mouvements ayant une action sans mécanique de représentation... Il y a une classe qui se promène librement et une autre dont les mouvements les plus élémentaires sont surveillés par des forces répressives..." (1)

C'est qu'en 1983, comme aujourd'hui, comme un jour quelconque du XIXème siècle, l'Etat est encore un négoce privé, discuté, modelé selon les principes de la raison capitaliste militarisée. Jadis, le peuple Chilien, qui savait toiut cela, se promenait, évoluait, en dehors de l'Etat. A sa manière. Avec sa dégaine propre à lui, différente, avec sa culture à lui, avec ses institutions propres, mirant un destin politique aussi différent. Mais, vers 1908, les "masses" se mirent à discuter des affaires de l'Etat, stimulées par les partis populaires et par la bourgeoisie elle-même...

(1) Chile visto por A. Touraine, APSI, 15/11 1983, Santiago.

TERRAINS SOCIAUX EN FRICHE

En 1830, l'occupation économique du territoire chilien se limitait à deux pôles dynamiques : le nord austère des mines et l'axe commercial et agricole Santiago-Valparaiso. Le reste du pays constituait un vaste espace libre, riche, mais non exploité. Cela permit le développement d'une main d'œuvre abondante dont l'intégration aux rouages économiques fut lente. Ces travailleurs populaires marquèrent profondément le XIXème siècle. Le voyageur Charles Wiener les décrivait dans ces termes : "En dehors des manœuvriers qui ont une famille dont on sait le nom, dont les enfants ont un état civil, on trouve une population rurale nomade prête à faire tous les travaux payés à raison de 2 ou 3 francs par jour. Ces journaliers (peones, gananes) ne sont employés qu'en cas de besoin absolu et l'on tâche de les remplacer par des machines agricoles. Ces gens, souvent dangereux, dorment dans des "ranchos" (huttes ou hangars) dépourvu de tout mobilier, et leur propriété personnelle se réduit à ce qu'ils ont sur eux..." (2). Les statistiques consignèrent leur présence avec une certaine précision : selon les recensements, entre 1854 et 1895, près de 60 % des travailleurs étaient des peones ou des gananes. Les patrons chiliens développèrent envers cette masse des "sentiments" contradictoires mêlant admiration et peur viscérale. Généralement ils furent considérés comme un danger pressant, toujours à l'affût et prêts à la révolte primitive.

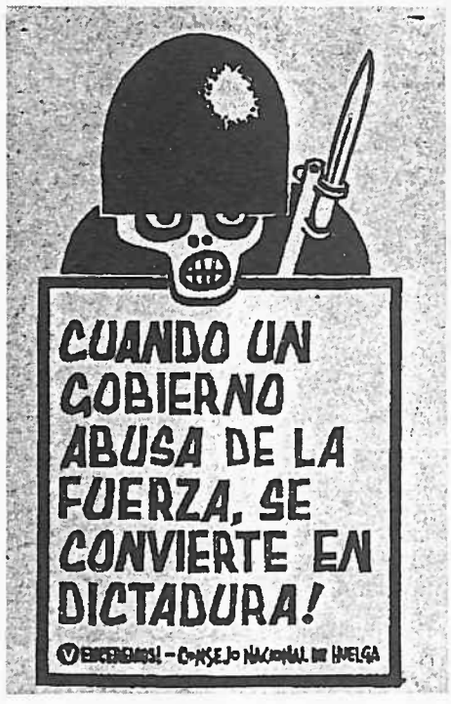
DANS LES MINES

En contraste avec les masses "péonales", les paysans semi indépendants, mineurs stables, et artisans urbains s'intégrèrent plus facilement au système économique. Cependant, leurs comportements politiques furent largement influencés par les sous-prolétaires itinérants. La participation du "péonaje" dans les mouvement sociaux du nord minier est très significative à cet égard. Claudio Gay, naturaliste français qui parcourt le Chili du XIXème siècle écrivit : "le mineur est un être à part, comme le marin, il est extrêmement prodigue, dépensant en deux jours ce qu'il a économisé pendant une année. Le mineur n'est pas voleur, on peut même laisser de l'argent sur la table... Mais pour ce qui touche à la mine, il prend tout ce qu'il peut, malgré les sermons des missionnaires. Il vole presque publiquement. Lorsqu'un administrateur veut embaucher un ouvrier, celui-ci demande si la mine est riche ou pauvre... Quand j'ai visité les mines de Chanarcillo les administrateurs me dirent que le vol portait sur le quart de la production..." (3). Et la révolte violente était toujours de mise : "Assez tôt des bandes se forment autour des districts miniers. leur action s'intensifie selon les moments. Ce sont des "montoneras", bandes errantes rassemblées autour de bandits célèbres qui ratissent les chemins et se lancent à l'assaut des mines..." (4). L'attitude "péonale" envers la propriété fut définitive, ils ne reconnaissaient ni l'autorité ni la possession du patron et fuyaient l'assujettissement comme la peste.

DANS LA VILLE

Le mouvement migratoire vers les villes s'accélérant (en 1813 la population urbaine constituait 10 % de la population totale du pays. 42,8 % en 1920), le bas peuple connecta avec les travailleurs urbains... Vers 1840 les lieux d'habitation sous-prolétaires étaient épars, mais en 1860 les "ranchos" et "conventillos" envahissaient les lisières de la ville : 70 % des "maisons" chiliennes d'alors étaient "improvisées". Vers 1910 les plébéiens avaient pénétré tous les pores des villes patriciennes et finirent par établir un formidable réseau d'économie informelle. Les petits propriétaires paysans des environs y participaient activement parmi une pléiade de commerçants ambulants. La prédilection "péonale" pour les métiers qui ne l'attachaient pas à un patron y fit son bonheur...

Un groupe de Nord-américains qui visita Talcahuano, au sud du Chili, déclara :"Cette ville est complètement dominée par les basses classes. Elle est sale et licencieuse..." (5). Max Radiguet qui parcourt Valparaiso en 1847 fit dans la Revue des deux Mondes (Juillet 1847) le récit suivant : "(...) C'est au Port que la ville se montre sous un de ses plus étranges et de ses plus sinistres aspects. Entre les trois "cerros" (collines) s'étendent des ravins nommés "quebradas". Rien n'est plus misérable que les habitations entassées dans ces rides profondes de la montagne où fermentent toutes sortes de débris impurs (...) Ici une porte s'ouvre sur un toit, une cheminée vomit des torrents de fumée noire dans une fenêtre ouverte, là des cordes tendues supportent des haillons (...) Cette partie de la ville est pourtant l'El Dorado des matelots étrangers. Il y a peu d'années encore l'orgie débraillée y hurlait sans crainte, car la police montrait à l'endroit des "quebradas" une extrême circonspection..." M. Child, honorable citoyen anglais, aussi en voyage, s'exclama un jour, ahuri : "Tous ces "rotos" (dans la ville, les gananes devinrent des "rotos", roturiers) sont compères entre euxn et se prodiguent les plus grandes manifestations d'amitié... Si jamais les socialistes se mettent à prêcher dans ce pays, ces "rotos" seront des disciples redoutables..." (6). Ce fut exactement ce qui arriva.



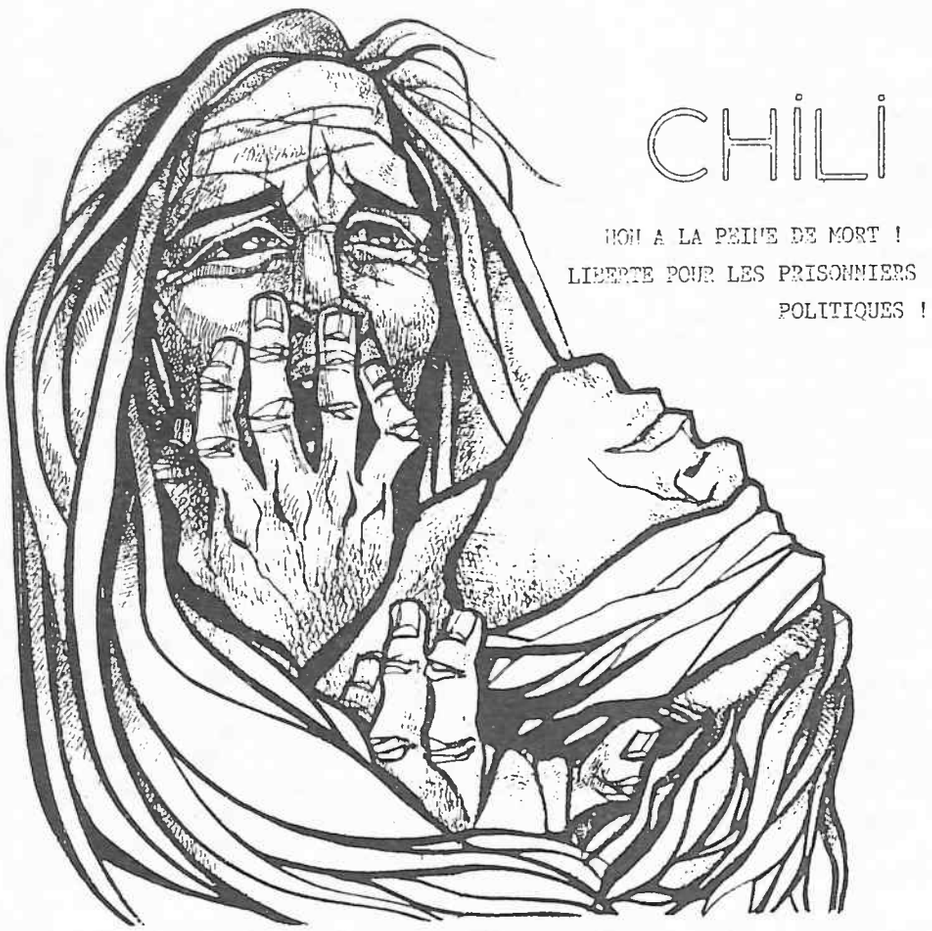
(2) Chili et chiliens, Charles Wiener, paris 1888, p. 148.

(3) Claudio Gay, Archivio, vol. 48, p. 41. Paris 1860

(4) In Un siècle de capitalisme minier au Chili : 1830-1930, CNRS, 1980, p. 102.

(5) Labaradores, peones y propletarios, Gabriel Salazar Verhara, Ediciones SUR, Santiago 1985, p. 231.

(6) idem p. 142



Reproduction d'une affiche éditée au Chili en soutien aux détenus politiques

LA POLITIQUE DANS LA RUE

Jusqu'en 1833 l'Etat chilien était extrêmement faible et devait supporter les tiraillements entre les grands commerçants liés à des compagnies étrangères (notamment anglaises) contrôlant l'axe Santiago-Valparaiso et les propriétaires terriens de la zone centrale et du sud. Mais en 1833 Diego Portales, dit le "grand ministre", soutenu par les latifondiaires, jeta les bases d'un véritable Etat-nation dont la colonne vertébrale fut l'armée... professionnelle. Aux yeux du bas peuple cet Etat n'était rien d'autre qu'une affaire privée appartenant à un groupe de messieurs qui, de temps en temps, se réunissaient, dans des salles hermétiques, pour règler leurs différends... Ils savaient aussi que parfois la discussion tournait mal et que certains de ces messieurs sortaient de l'enceinte étatique, enflammés et disposés à faire la guerre contre leurs contradicteurs... Alors les "péones" se préparaient à fuir l'engagement forcé et à monter les bandes qui allaient profiter de la confusion générale...

Mais l'Etat de Portales, par trop hermétique y compris pour une section des patrons, finit par créer une opposition bourgeoise qui eut trop tendance à convoquer les masses pour régler ses problèmes. Des clubs et sociétés politiques, sous l'influence des expériences européennes, furent créés dans les grandes villes. Cependant l'opposition bourgeoise n'appela pas tout le monde à la manifestation politique extra-étatique : elle s'adressa à l'artisanat, aux petits fonctionnaires, aux ouvriers lettrés, aux contremaîtres. Mais le bas peuple s'invita lui-même. En imprimant aux romantiques "barricades à la girondine" un caractère insurrectionnel populaire qui rappelait trop les bandes rurales...

Parallèlement le mouvement ouvrier, malgré l'influence quelque peu exotique de Proudhon, Marx et Bakounine, grandissait sur les bases de ses propres élaboratins théoriques : l'autodidactisme et une intense activité journalistique populaire vinrent combler l'absence de scientiste sociaux au service des pauvres. A titre d'exemple, le 6 mars 1904, le journal "El Trabajo" de Tocopilla, dans le nord, publia un article qui disait : "Nous venons d'acheter un terrain pour doter notre "mancomunal" (fratrie) d'un grand marché, de son propre théâtre, de salles de lecture et de loisirs, d'une polyclinique aussi... Pour la doter de tout "moyen" de progrès et de culture pour les travailleurs, créé par les travailleurs eux-mêmes..." Luis Emilio Recabarren, considéré comme le père du mouvement ouvrier chilien fit par ailleurs le récit de la création du journal "El Trabajo": "Je me souviens avec émotion du jour où un groupe d'ouvriers de Tocopilla ariva à Valparaiso pour me dire :

- Camarade, nous avons 2000 pesos pour acheter une imprimerie.
- Et que voulez-vous en faire ? leur demandai-je.
- Un journal et nous venons vous inviter à venir avec nous pour le lancer... (7)"

LE BAS PEUPLE NOYE DANS LE SANG

En attendant, le mouvement insurrectionnel constitua le style politique préféré des "rotos" urbains... La période qui va de 1890 à 1907 fut marquée par une vague de grèves sauvagement réprimées. A Iquique, des centaines d'ouvriers du nitrate furent massacrés en 1907. Deux ans auparavant avait eu lieu à santiago "La Semaine Rouge" où un mouvement populaire, dirigé par les anarchistes, occupa la ville durant 48 heures. Les masses "rotosas", exhibant une violence particulière faillirent occuper La Moneda et la Trésorerie de la République, la police étant incapable d'arrêter le mouvement. L'armée dû intervenir : il y eut 500 morts et 1500 blessés. En 1903 un mouvement similaire avait éclaté, sous l'impulsion des bateliers et des dockers, toujours sous des consignes anarchistes : la réponse fut encore la répression... Le mouvement prolétaire naissant suivait plus facilement les canons insurrectionnels que les respectueuses manifestations de rue prônées par l'opposition bourgeoise légaliste réunie dans le premier parti moderne : le Parti démocratique, qui, d'ailleurs, ressemble étonnamment à l'actuel parti démocrate chrétien... Quant à leur organisation, plus proche de l'anarchisme que des schémas pyramidaux, prolétaires et sous prolétaires penchaient vers l'organisation territoriale, de type horizontal, là où ils travaillaient et habitaient.

En dépit de leur puissance, la répression leur barra le chemin. Ainsi, la voire indépendante et territoriale fut noyée dans le sang. Dans les villes, la réglementation urbaine, le contrôle du commerce populaire et la fermeture des "chinganas" et "fondas", lieux de loisirs, vinrent combler l'option répressive des puissants.

A partir de 1908, une fois le projet indépendant liquidé, la bourgeoisie chilienne commença à "travailler" la voie de l'ouverture de l'Etat aux organisations modérées.

Désormais le positionnement politique du peuple s'appuya sur deux principes fondamentaux : le premier étant l'idée selon laquelle il pouvait négocier ses revendications en s'adressant à la Moneda ; le deuxième désignait la "classe ouvrière" comme seul axe de l'organisation et du développement du peuple en général.

(7) Recabarren, Boceto de su vida, Carlos Contreras Labarca, RDA, 1976.

L'ORDRE SYNDICAL PARLEMENTAIRE

Les suites sont connues: le syndicat industriel remplace les organisations territoriales. Du point de vue politique, et sur la base d'opérations des usines, les ouvriers envisagèrent la lutte pour le pouvoir : mais quand ils sortaient dans la rue ils le faisaient en étroite liaison avec les consignes des partis (le PC et le PS chiliens se formèrent entre 1907 et 1933), lesquels partis cherchaient à infiltrer l'Etat à travers le parlement. Luis Emilio Recabarren, père du mouvement ouvrier, fondateur du PC fut aussi le premier parlementaire de gauche tout en conservant quelques traits du leader populaire d'ancien style : agressif, autodidacte, journaliste populaire... Dès lors la culture politique de "l'opposition légale" occupa une bonne partie du temps disponible des dirigeants ouvriers. Pour le bas peuple et ses sous prolétaires, l'Etat continuait à être un phénomène lointain. Mais cela ne l'avait inquiété. Plus inquiétante était, par contre, l'impossibilité d'approcher le propre "positionnement syndical-parlementaire" opérant autour de l'intérieur de l'Etat ; par ailleurs, l'industrialisation n'absorba pas complètement "peones", "rotos" et "gananes". Leur existence et reproduction sociales suivirent les caractéristiques fluctuantes de l'économie chilienne. Et le mouvement prolétaire n'en tint pas compte. Il y eut donc séparation entre deux secteurs sociaux populaires. Séparation qui auparavant n'existait pas. Avec le temps et au fil des conjonctures, le bas peuple cultiva son sens tragique de la vie.

Sur ces entrefaits l'Etat devint providence et une partie de "la masse" entra confiante dans son enceinte. Accompagnant ses dirigeants, d'abord dans les communes, puis, dans le parlement. Elle discuta ensuite, dans la rue, des projets de lois, se passionna de modèles de développement. Vint alors l'heure du sprint final. Cependant, une fois dans la cime, le peuple, comment pouvait-il saisir la différence entre ce qui lui appartenait et ce qu'on lui accordait au gré des conjonctures ? La catastrophe l'attendait au premier détour de l'histoire.

Miguel Rojo.

Dans les prochains numéros de CA, vous trouverez la suite de cette étude en trois partie :

2ème partie : La longue marche dans l'Etat.
3ème partie : la période post dictature.

ACRATIE

A PARAITRE EN 1990

PAROLES DIRECTES

Légitimité, révolte et révolution.
Autour d'Action directe.

Loic Debray
Jean-Pierre Duteuil
Philippe Godard
Henri Lefebvre
Catherine Regulier
Anne Steiner
Jacques Wajnsztejn

et contribution de
Joelle Aubron,
Georges Cipriani,
Nathalie Menigon,
Jean-Marc Rouillan.

Ce livre essaie de montrer que la lutte armée en Europe occidentale s'inscrit dans la tradition révolutionnaire et ne peut être réduite à une aberration historique. Il tente aussi de replacer le phénomène de la lutte armée, et en particulier le groupe Action Directe, dans le cadre plus général des luttes sociales en France et de le mettre en perspective avec les questions qui nous semblent fondamentales: légalité et illégalité, légitimité et illégitimité de la violence, révolte et révolution...

L'Etat moderne, fort d'une légitimité plus consensuelle que politique étouffe tout ce qui se situe en dehors des formes d'expression reconnues et impose une normalité rigide qui rejette à la marge ou criminalise tout ce qu'elle définit comme opposant. Actuellement, le niveau de conflictualité visible paraît si bas que plus personne ne peut venir reprocher aux médias un quelconque manquement au devoir d'objectivité. C'est le fameux "silence" des intellectuels qui vient succéder aux anciennes prises de position des Foucault, Genet, Sartre !

Par ce livre collectif et quelques soient les critiques que nous pouvons faire au groupe Action Directe qui sont formulées dans ces textes, nous essayons de contribuer à un débat que nous souhaiterions voir se développer. Au delà d'une simple vision démocratique du débat, nous avons aussi essayé de rendre publique une rupture, aussi minime soit-elle, avec ce consensus, afin d'échapper aussi bien à la soumission la plus plate, qu'à une paranoïa orwellienne.

Prix public : 110 francs
SOUSCRIPTION : 80 francs
Acratie . BP 23
64130 Mauléon.

Les éditions acratie communiquent :

LONGWY 82-86 et INTERDITES DE SEJOUR de Marie-Claire Calmus sont sous presse. Tous ceux qui ont souscrit pour ces deux ouvrages le recevront pendant les fêtes de fin d'année pour le premier et en janvier pour le second. L'anthologie de BICICLETA paraîtra, elle, au cours du premier trimestre 90.

Avec nos excuses pour ces retards.

POLOGNE

SZARA RZECZYWISTOSC

Parmi les pays de l'Est, la Pologne constitue l'un de ceux où la situation économique et sociale est la plus critique. La vie quotidienne est rythmée par une inflation galopante, propulsant les prix des produits alimentaires et des biens de consommation courante, à des sommets inaccessibles pour la majeure partie de la population. Le pain passe de 800 zlotych à 1800 d'un jour au lendemain (fin décembre-début janvier). Solidarnosc projette d'aligner le Zlotych sur le dollar.

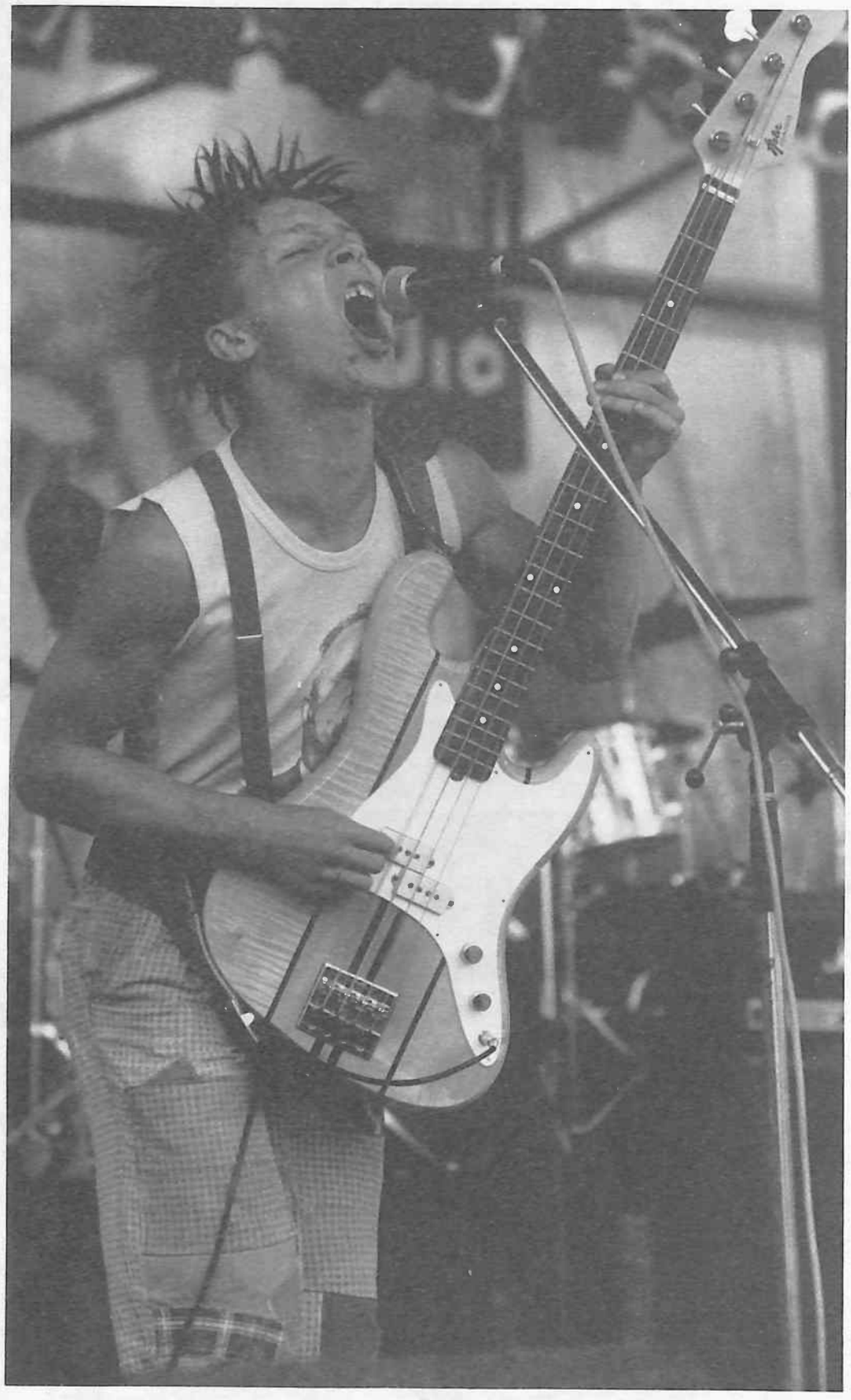
Pour le moment, 1 dollar vaut 9800 zlotych. D'ici quelques mois il s'élèvera à 20.000 zlotych. Il est aisé d'imaginer les répercussions que cela aura dans les foyers polonais. Avec son revenu journalier, un ouvrier ne peut acheter que 800 grammes de pain, 250 grammes de beurre et un litre de lait ! Pour couvrir les deux repas journaliers d'une famille, c'est peu. S'il désire de la viande, il devra stationner dès 5 heure du matin devant la boucherie par - 10 °, dans l'attente que celle-ci ouvre ses maigres étales six heures plus tard ! Dans les rues des villes, de nombreux anonymes figés, tentent désespérément de vendre un rouleau de papier hygiénique, deux paquets de cigarette... achetés avant la dernière hausse des prix, et dont ils espèrent tirer certains bénéfices pour épaissir la soupe du soir. La misère environnante, que l'on ne peut fuit, même au cœur de Varsovie car présente à tous les coins de rue, est suffocante pour un occidental obligatoirement

"Et maintenant répète après moi :
Je suis libre, je suis heureux !"

"embourgeoisé" et qui se retrouve subitement millionnaire. La crise s'en prend aussi à la nature. Une femme en période de menstruation se voit invitée à repasser à la pharmacie (terme pompeux car d'une pauvraté médicamenteuse affligeante) dix jours plus tard pour obtenir des serviettes hygiéniques. Désolé, mais dans son quotidien, c'est ce genre de choses que les Polonaises doivent surmonter. Depuis la récente victoire de Solidarnosc, une chose a cependant changé : les Polonais ont retrouvé la foi. Ils osent croire en leurs nouveaux dirigeants. Mais pour que les jours meilleurs fleurissent, il faudra du temps, car pour le moment les Polonais ne prennent pas d'initiatives. 40 années de dictature prolétarienne ont complètement réduit ce peuple en une masse d'assistés. Encore aujourd'hui, les ouvriers polonais font surtout acte de présence dans les usines, attendent le soir pour entamer un second emploi, plus lucratif et dont les résultats sont ressentis immédiatement. Les Polonais ont une soif de consommation, mais ce n'est pas encore du shopping à l'occidentale, car ici, tout fait défaut : le savon, le papier hygiénique, le sucre, etc.

Il faudra également du temps pour que les Polonais retrouvent une certaine objectivité au regard de l'histoire. L'antisémitisme n'existe pas selon eux. Accordons cette naïveté, car la censure a bien fait les choses. Personne ici n'a eu écho des pogroms de 1946. Tout le monde a oublié les mesures prises à l'égard des Juifs durant la guerre, qui faisait d'eux des Juifs et non des Polonais... Quant à leur nationalisme effréné, il peut s'expliquer mais en aucun cas être accepté. Il est exact que les Polonais se sont toujours battus pour la liberté, mais au-delà de leurs frontières, et n'ont jamais colonisé qui que ce soit. En retour, aujourd'hui, ils sont traités comme des moins que rien, d'où une certaine amertume, et un replis dans le nationalisme. On est pauvre, certes, mais fiers d'être Polonais. Toutes les villes sont

ZIELONE ZABKI
Les grenouilles vertes



Groupe anarcho- punk de Jawor

cafardeuses, véritables mouroirs, où la population s'active comme des fourmis rouges dans l'espoir d'être les premières servies, au terme d'une attente interminable (parfois 5 heures). Pour les jeunes la drogue ou l'alcool (le fameux spiritus frôlant les 98° !) restent un exutoire. Pour remédier à cette situation catastrophique, certains, une minorité il faut bien l'avouer, se tournent vers l'anarchisme, la seule issue possible après le communisme, et qui permet de refuser l'autre mirage : le capitalisme. Mais tout ce qui se rapproche de loin ou de près au communisme, fusse-t-il libertaire, ne fait pas l'unanimité. Les gens en ont assez des utopies. Il est très difficile de leur prouver, même théoriquement, la viabilité d'un programme anarchiste. D'autre part, il faudrait changer les mentalités. Vaste programme ! Car la corruption, l'individualisme, la "magouille", ont pris le dessus et sont incrustés dans les mentalités.

Musicalement, si le Hardcore est très populaire en Pologne (20.000 personnes s'entassent devant la scène lors du festival de Jarocin, où les groupes hardcores occupent le haut du pavé), et compte de nombreux adeptes (le groupe Dezerter pour ne citer que le plus connu), rares sont les groupes anarcho-punk politiquement engagés, et réellement impliqués, au-delà de la musique. Zielone Zabki - les grenouilles vertes dans le texte - nous semble être l'un des plus intéressants du moment car à l'origine d'une musique énergique mais travaillée, véhiculant des textes revendicatifs, collés sur la vie quotidienne, et qui est très regardant sur le devenir de sa musique. Bien sûr, ce groupe est inconnu du public occidental, car n'a aucun disque à son actif. Espérons que cette première interview changera cela.

A quand remonte la formation du groupe Zielone Zabki ?

Nous avons commencé à jouer ensemble début 88. A cette époque deux groupes issus de la même ville - Jawor (Sud de la Pologne) ont décidé de fusionner. A l'heure actuelle la formation comprend Wisiv (basse), Galik (batterie), Smalec (Basse et chant) et Mister (Guitare et chant).

Pourquoi avoir choisi un nom aussi peu sérieux : les Grenouilles vertes ?

Nous sommes un groupe punk et nous pensons que notre nom est plus authentique que "destruction atomi-que", ou "mort de l'humanité".

Vous n'avez pas l'air d'avoir beaucoup de considération pour le légendaire festival de jarocin (1). cependant, Zielone Zabki est connu à travers toute la Pologne. N'est-ce pas justement en raison de vos participations à ce festival ?

Les groupes en Pologne n'ont pas beaucoup de possibilités pour promotionner leur musique, et il faut reconnaître que le festival de Jarocin est une occasion de choix pour s'adresser à un large public. C'est pour cette raison que nous y avons participé en août 88. De même, cet été, car nombreux étaient ceux qui attendaient avec impatience notre passage. Mais il ne faut pas oublier que les festivals de la veine de Jarocin sont aussi une méga-escroquerie, et l'occasion pour certains de se faire du fric sur le dos des groupes.

Cet été justement, vous avez refusé d'être filmés par la télévision durant votre concert. Quelles en ont été les raisons ?

Nous ne nous opposons pas systématiquement à ce média, mais il est vrai que la télévision polonaise (seulement deux chaînes) nous dégoûte. Elle est non seulement ringarde, mais également dépourvue d'objectivité. Nous refusons de la cautionner.

Ce jugement s'applique aussi aux compagnies discographiques ?

Nos idées sur ce sujet diffèrent beaucoup des autres groupes polonais comme Maskwa, Armia (2), etc., qui sont produits par les labels d'Etat : Tonpress, Pronit. Nous souhaitons vraiment faire un disque, mais nous n'avons aucune proposition, pour des raisons faciles à imaginer. Et d'un autre côté, nous n'avons pas la possibilité financière de réaliser une auto-production.

Les messages que vous distillez dans vos chansons sont-ils, selon vous, spécifiques à la Pologne, ou peuvent-ils s'exporter ?

Nos textes décrivent notre vie en Pologne, mais nous pensons qu'ils sont assimilables ailleurs, à l'Est comme à l'Ouest. lL misère, l'ennui, le chômage, le service militaire, ne sont pas des spécificités polonaises.

Vous êtes étiquettés groupe anarcho-punk. Que pensez vous de Miedzymiastowka Anarchistyczna, di M.A. (L'interveille anarchiste), et croyez-vous en la sincérité de ces gens qui gravitent dans l'alternatif ?

Nous prenons part à de nombreuses manifestations organisées par M.A (3), et nous les trouvons très positives. Ces gens sont spontanés et complètement désintéressés. Aussi, nous voulons croire en leur sincérité. Mais cela n'est pas applicable, hélas, à tous les gens qui font partie du milieu dit alternatif.

A ce propos, que pensez-vous de certains "alternatifs" qui achètent des disques à prix coûtant, soit 2.50 FF, et les revendent ensuite à des occidentaux 25 FF, qui à leur tour les revendront 50 FF, sans qu'aucun bénéfice soit versé aux intéressés : les groupes ?

Nous trouvons ce genre d'activité fortement négative et néfaste pour l'ensemble du mouvement, mais la situation ici en Pologne est telle que l'on peut excuser partiellement ce comportement.

(1) Jarocin : festival qui se déroule toutes les années, en août, en Pologne, à Jarocin même. A l'origine, début 80, un fstival punk complètement indépendant, ce qui n'est plus le cas maintenant. Cependant des milliers de jeunes Polonais s'y rendent, car c'est l'une des rares possibilités offertes pour voir la majeure partie des groupes rock du moment

(2) Du fait de leur présence sur des labels d'Etat, ces groupes bénéficient d'une certaine notoriété à l'Est, comme en Occident. Cela dit, ces groupes doivent subir la censure, ce qui n'est pas accepté par tout le monde.

(3) En avril et en mai, MA avait organisé des démonstrations contre la construction de deux centrales nucléaires à Klempicz et Zarnowiec. D'ailleurs, depuis, 5 personnes, début décembre, ont décidé d'entamer une grève de la faim. A noter que la population n'a pas été consultée pour la réalisation de ces projets. Devant le refus des autorités de faire avorter les travaux, et devant l'état de santé critique des grévistes, début janvier 90, une autre manifestation a été organisée à Gdansk (photo). Affaire à suivre.

Pour en revenir à M.A. et à l'anarchisme, ne pensez-vous pas que tout ce qui se rapproche de près ou de loin au communisme ne fasse pas l'unanimité auprès de la classe ouvrière, des jeunes ? Croyez-vous cependant en la possibilité d'un communisme parfait... "idyllique" ?

Tous les systèmes quels qu'ils soient sont fortement mauvais pour l'individu en tant que tel, et vivre dans un Etat communiste, fusse-t-il parfait, serait franchement ennuyeux et austère. Les Polonais dans l'ensemble, il est vrai, haïssent le communisme, car ils ne peuvent oublier Staline, ainsi que la résultante de 40 années de dictature prolétarienne. Le communisme est automatiquement associé à ces références historiques. Le POUP (parti communiste polonais) a changé de nom, mais les hommes et les idées restent.

Les Polonais jouissent d'une réputation d'antisémites. Vrai ou faux, selon vous ?

Durant la seconde guerre mondiale les Polonais ont réellement aidé les Juifs de leur mieux, dans la mesure où eux-même étaient considérés comme des êtres inférieurs par les nazi et persécutés. C'est seulement lors de la guerre froide que cette image est apparue. De même, seuls les communistes (et l'Eglise. NDR) affirment que six millions de Polonais ont succombé dans les camps de la mort. Nous, nous savons bien que la majeure partie était constituée avant tout de Juifs.

L'histoire du Carmel d'Aushwitz a fait grand bruit en France, et est quand même révélatrice de cet antagonisme entre Juifs et Catholiques, ne croyez-vous pas ?

Nous ne savons pas trop qui penser de cette polémique, car ici les informations étaient sans cesse contradictoires.

L'Union soviétique a reconnu son entière responsabilité dans le massacre de Katyn (4) et a réhabilité cet événement. Comment avez-vous accueilli cette nouvelle ?

Nous savions tous ce qu'était Staline et les crimes qu'il a commis. Même si Katyn était un sujet proscrit par les autorités, tout le monde en parlait sous le manteau (dans certaines villes des mémorials ont été érigés, comme à Elblag près de Gdansk. Solidarnosc a élevé sur place une croix, clandestinement bien sûr. NDR). C'est sans conteste l'un des événements les plus tragiques de notre histoire. Cette réhabilitation n'a donc rien changé pour nous.

Izabela Hyrycz et Eddy Basset
photos : Elie Pignolet et Izabela Hyrycz

(4) Katyn : lors de la déroute de l'armée polonaise face à la Wehrmacht, 15.000 officiers sont faits prisonniers par les Russes en 1939. Un an plus tard, ces mêmes officiers sont déportés en direction inconnue. En 1943, les corps de 5000 d'entre eux sont retrouvés, abatus d'une balle dans la nuque au fin fond d'une forêt appelé Katyn.

Zielone Zabki : Marek Miedzinski. U1 armii radzieckiej 3. Jawor 59400. Polska (ne pas mettre le nom du groupe sur l'enveloppe - merci pour eux !).

PENSEZ A RENOUVELER VOTRE ABONNEMENT A

COURANT ALTERNATIF

OCL/Egregore BP 1213 - 51058 Reims cedex (180 F. à l'ordre de Denis Jean)

Printemps de Bourges :

LE PRINTEMPS DE LA CHANSON ? OU DU SHOW-BIZZ ?

Né en 1977 dans une ville que rien ne semblait prédestiner à accueillir un tel événement, le Printemps de Bourges, quatorzième du nom, va de nouveau recevoir plusieurs centaines d'artistes, chanteurs, musiciens, et plusieurs dizaines de milliers de spectateurs. Pourtant cette énorme manifestation a bien failli périr à plusieurs reprises.
Malgré les attaques diverses, les déficits vertigineux, les succès en dents de scie, le Printemps sera de nouveau présent, et fera s'émouvoir, trépigner, ou s'égosiller les spectateurs à la recherche d'une planète introuvable : celle où la vie ne serait plus guidée que par le rêve et le lyrisme. Mais ces choses-là se fabriquent à coups de millions... Voyage dans les coulisses du Printemps.

(1) Inaugurée en 1963, la Maison de la Culture de Bourges est historiquement la première à avoir vu le jour. C'est aussi la seule a avoir été inaugurée par De gaulle.

DE SA NAISSANCE

Rien de plus étonnant qu'un tel festival ait pu voir le jour à Bourges, ville de taille moyenne, traversée en son centre par une rue Moyenne (authentique !), et gouvernée jusqu'en 1977 par des maires... centristes.

Cette bizarrerie a une genèse particulièrement curieuse. Le Printemps de Bourges est né de l'étonnante alchimie composée par Alain Meilland, responsable de l'atelier chanson de la Maison de la culture de Bourges (1), et Daniel Colling, producteur de spectacles ; ces deux-là ayant été mis en contact par un anarchiste, proche compagnon de Léo Ferré : Maurice Frot.

Meilland entre en 1966 à l'école d'art dramatique de la comédie stéphanoise. En 1969, il débarque à Lyon où il fonde une troupe de chanson itinérante : "Les Mulets", avec, entre autres, Alain Bert et Michèle Bernard. Deux ans plus tard, il s'arrête à Bourges où il est engagé par la Maison de la culture pour y créer une activité chanson permanente : ce sera "l'Atelier-chanson", structure unique à l'époque en dehors de la capitale. On y enseigne la chanson, bien sûr, mais aussi la poésie, l'art dramatique, la scène et le son. La chanson devient rapidement une des trois activités dominantes de la Maison de la culture. De 1971 à 1977, année du premier printemps, cette activité va créer 650 spectacles et draîner 70.000 spectateurs. Bref, Meilland, à travers un travail de fourmi, réussi à imposer un art considéré comme mineur dans une des grandes institutions culturelles.

Le terrain de prédilection de Colling est tout autre. En 1967, on le voit coller des affiches et participer à l'organisation d'une association dite "Forum" qui met sur pied les "Galas de la chanson française". Trois ans plus tard, il met en place des tournées de concerts dans les villes universitaires avec les artistes les plus divers : Moustaki, Léo Ferré, le Golden Gate Quartet, Georges Zamfir, ou les Pink

Floyd. Mais Colling n'est pas qu'un homme de show-biz : il constitue un peu partout en France un réseau de correspondants pour confectionner un tissu d'associations. Marqué à sa manière par Mai 68, il refuse le show-biz tapageur, préfère les artistes de scènes aux "produits commerciaux", et surtout, il est le premier à monter des spectacles pour des causes politiques. On le trouve dans les coulisses du "gala de soutien à la presse libre", qui est une des étapes du lancement du quotidien "Libération" ; il est aussi l'organisateur des grands galas de soutien à "Politique-Hebdo" et au PSU. C'est à cette occasion qu'il fait la connaissance de Maurice Frot, qui lui présente Alain Meilland.

En 1976, les deux nouveaux amis créent une société civile à but non lucratif, agence autogérée (la première du genre) qui associe des individualistes aussi forcenés que peuvent l'être les artistes, et qui répond au joli nom d'"écoute s'il pleut". Dès les premières réunions, on y retrouve quelques noms complètement inconnus du grand public : Font et Val, Lavilliers, Higelin, ou encore Malicorne, Caussimon et Michèle Bernard.

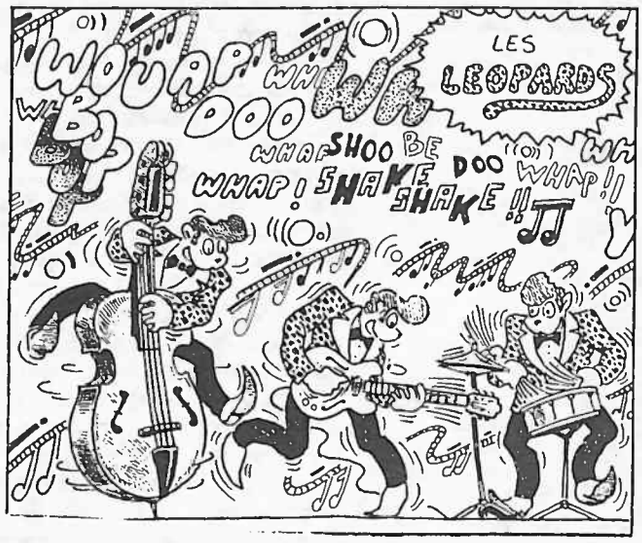
Les buts sont clairement affichés : réunir tous les artistes qui refusent d'être la proie des requins du show-biz parisien, et qui veulent gérer librement leur carrière, qui refusent d'être considérés comme un simple produit commercial à vendre en supermarché.

Pour cela, deux moyens sont mis en œuvre : "Ecoute s'il pleut" se double (capitalisme oblige...) d'une société de production et d'édition (SPEEDI) qui ouvre aux artistes les portes de la firme RCA, qui assure la distribution des disques. La Sarl assure également le travail d'agence, de placement, et la présentation des artistes.

Ensuite, SPEEDI va collaborer, pour les tournées, avec le réseau associatif mis en place par Colling afin de contourner les gros producteurs de concerts, intéressés uniquement par les vedettes à gros bénéfices. Résultat, "Ecoute s'il pleut"-SPEEDI a regroupé tous les partenaires de la chanson dite marginale, parce que marginalisés par les médias (radios, télé, ou journaux), et tous les amoureux de chansons qui se sont lancés dans les années 60/70 dans les circuits parallèles, maisons de jeunes, foyers, festivals sauvages, agences coopératives, comités de défense ou de soutien aux causes les plus diverses. Ce mouvement général répond incontestablement à un appétit, à un esprit issu de celui de Mai, auquel on doit, en bloc, les manifs écolos, antinucléaires, Lip, le Larzac, et leurs aspects festifs.

Les structures sont en place, et l'idée de monter un festival fait son chemin. le théâtre a le sien à Avignon, le cinéma à Cannes, le jazz à Antibes-Juan-les-pins, la BD à Angoulème, la musique contemporaine à Royan. Le tandem Maillard-Colling en parle au directeur de la Maison de la culture, Jean-Christophe Dechico, qui donne immédiatement son accord. Et à l'automne 76, un mini-festival se déroule sur trois jours : "La halle en Fête" va attirer 3000 spectateurs locaux. Devant le succès, un projet beaucoup plus ambitieux est mis en place, avec un budget de 500.000 francs !! Le projet n'est pas audacieux que par son budget. Il l'est aussi par l'association inédite Maison de la culture (organisme public) - "Ecoute s'il pleut" (société civile).

La première fournit moyens et locaux, la deuxième fournit techniciens et artistes. Cette association est exceptionnellement fructueuse, mais elle revèle



une des tares profondes du système : une activité artistique, pour pouvoir s'exprimer avec tant soit peu de moyens, ne dépend que du bon vouloir du seul directeur de la Maison de la culture, puisqu'il aurait aussi bien pu refuser d'ouvrir les crédits.

Dès la première édition, le Printemps va prendre la forme qu'on lui connaît aujourd'hui : quelques grosses têtes d'affiche pour attirer le nombre, un maximum de chanteurs peu connus, tournant pour la plupart dans les circuits parallèles, plusieurs scènes occupées simultanément, trois, quatre ou cinq artistes ou groupes se produisant dans un même spectacle, le tout pour donner cette impression de foisonnement extraordinaire, d'événement palpitant et unique, de folie quelque peu salvatrice dans la grisaillerie quotidienne.

CROISSANCE ET CRISE

14.000 entrées payantes pour une première édition, et deux organisateurs qui se promettent fort de faire mieux. Meilland retourne à son atelier chanson, Colling à ses activités en se félicitant fort d'une décision prise et exécutée quelques semaines plus tôt : il a déposé le nom du Printemps de Bourges à son nom. Le titre lui appartient juridiquement et exclusivement !!! Ce qui veut dire qu'il peut très bien transporter le Printemps dans n'importe quelle ville, mais que quiconque voudrait poursuivre un festival de chanson à Bourges ne pourrait lui donner le nom de Printemps. De là date la prise de pouvoir de Colling sur le Printemps. Meilland, seule personne mise au courant, se montre quelque peu dépassé : sans lui, certes, pas de Printemps, non pas "de", mais "à" Bourges. La raison majeure de cette décision de déposer le nom du festival à la propriété industrielle est l'attitude inquiétante du directeur de la Maison de la culture, J.-C. Dechino, qui ne rate pas une occasion de dire qu'il est le père du Printemps (2).

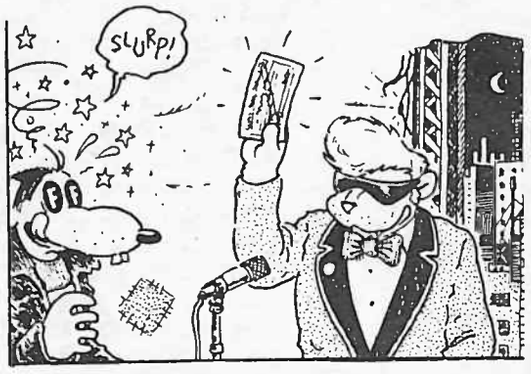
80 artistes, 300 musiciens, et 26.000 entrées en 78, 100 artistes et près de 40.000 entrées en 79, la croissance est plutôt rapide. Mais voilà qu'entre en scène l'ineffable Dechico qui déclare tout de go qu'il n'y aura pas de Printemps en 1980, que tout cela coûte fort cher, que le Pintemps n'aura lieu que tous les deux ans. Il réussi à entraîner le conseil d'administration avec lui, avec l'appui de quelques notables grabataires qui n'ont jamais admis ce rassemblement de chevelus-barbus-feignants-bruyants. Devant les menaces de plus en plus précises, Colling sort sa

(2) Lors de la première édition, en 1977, Dechico sautera sur la scène le dernier soir pour déclarer à la stupéfaction des véritables initiateurs : "Je suis le directeur de la Maison de la culture, et c'est grâce à moi que le Printemps a vu le jour. Je vous annonce qu'il y aura un second Printemps".

botte secrète : les choses ne sont plus si simples : le Printemps n'appartient ni à Bourges ni à la maison de la Culture, mais... à son propriétaire, et il menace de le transporter dans une autre ville.

La municipalité, communiste depuis 1977, tient à garder un événement culturel prestigieux ; le syndicat d'initiative des petits commerçants s'aperçoit que les festivaliers sont aussi des consommateurs, le ministre de la culture, J.-P. Lecat, qui vient de lancer une initiative tapageuse en faveur de la chanson française (3) ne peut faire autrement que d'annoncer des crédits en faveur du festival. Tout cela débouche sur une série de conventions liant la ville de Bourges, la Maison de la culture, Daniel Colling et la société SPEEDI. A la fin de chaque année, un contrat de co-organisation doit être signé pour que le Printemps puisse avoir lieu l'année d'après. Dès le renouvellement, J.-C. Dechico refuse sa signature, et se voit contraint de démissionner. Le Printemps est-il définitivement à Bourges ? Pas encore si sûr. Il va de déficit en déficit : 550.000 francs pour 1979, 400.000 en 80, 250.000 en 81, 300.000 en 82, bien que le cap des 50.000 entrées soit franchi. Les éditions 83 et 84 seront à peu près équilibrées, mais celle de 85 enregistre à nouveau un demi million de francs de déficit, malgré 95.000 entrées. Dès lors, les grandes manœuvres politico-culturelles vont passer au premier plan. Colling réclame des subventions aux collectivités locales. La municipalité (PC-PS) ne peut faire plus ; le département du Cher (UDF-RPR) et la région Centre (idem) ne veulent rien donner. Des négociations sont alors entamées avec Lille et la Région Nord (P. Mauroy) qui promettent une enveloppe de 1,5 millions de francs, puis Montpellier et la région Languedoc-Rousillon (G. Frèche, PS) qui proposent deux millions. Finalement la ville de Bourges double son enveloppe, le département et la Région ouvrent les vannes ; mais cela reste loin des propositions de G. Frèche. Or le Printemps étant devenu une affaire nationale, un changement de lieu ne peut se faire qu'avec l'accord du ministre de la culture, J. Lang. Nous sommes en fin 85, à quelques mois des élections législatives, et Lang refuse d'entrer dans une polémique nationale PC (Bourges) PS (Montpellier). Le Printemps restera donc là où il est.

(3) Nous sommes à l'époque de la politique dite "de ces messieurs", pour reprendre l'expression du Canard enchaîné. Aussi un Monsieur Chanson est nommé en la personne d'Henri Chapier, connu comme critique... de cinéma !!



Une nouvelle structure est créée : une association qui comprend les collectivités locales, des personnalités et les sponsors, est chargée de passer commande à une Sarl spécialement créée, dont le gérant est évidemment Colling, d'un festival de chanson, ce qui, en cas de problème financier, permettra de dissocier le commanditaire du réalisateur, fonctions qui étaient alors confondues. C'est ainsi qu'après le désastre de 89 (6millions de déficit et 95.000 entrées pour 120.000 attendues), la Sarl pourra tranquillement déposer son bilan, sans que le Printemps soit remis en cause. Les mêmes personnes n'auront qu'à créer une nouvelle Sarl.

CHANSON, SPECTACLE ET SHOW-BUSINESS

Le Printemps de Bourges n'est pas sans rappeler étrangement l'aventure de Libération. Né d'une utopie, enfanté dans le bricolage et l'improvisation, il a vu ses prises de pouvoir plus ou moins légitimes (celle de Colling notamment), ses exclusions (Meilland est écarté de toute responsabilité en 85), sa professionnalisation, puis son intégration dans le système avec l'appel à sponsoring dès 83, l'entrée dans l'organisme du festival de puissants "partenaires" financiers, telle la Caisse des Dépôts et Consignation. Bien sûr, celle-ci n'est pas dans le comité artistique qui choisit le programme ; mais il lui est toujours loisible de faire remarquer que tel ou tel artiste est plus rentable que tel ou tel autre. Treize ans après, la fragilité est toujours là. 10 % d'entrées en moins par rapport aux prévisions, et c'est la catastrophe (voir 1989), les subventions dépendent étroitement des rapports de forces politiques, et celles-ci représentent bon an mal an 25 à 30 % des recettes.

Reste l'essentiel : l'institution du Printemps de Bourges a pu modifier en profondeur les structures de la chanson française. Celle-ci, jusqu'au milieu des années 70, n'avait que deux circuits pour s'imposer : la voie ultra commerciale des requins du métier (Barclay, Marouani) fabriquant les vedettes comme de vulgaires produits de supermarché, avec l'aide des grands médias audio-visuels, ou bien la voie marginale des circuits parallèles et associatifs.

Le grand succès du Printemps est bien d'avoir réussi à mettre en rapport une chanson de qualité avec un public nombreux. C'est en grande partie grâce à lui que les Higelin, Lavillier (5 passages chacun depuis le premier Printemps) ont pu devenir ce qu'ils sont. Deux originalités notables caractérisent le festival : les scènes ouvertes et les découvertes.

Les scènes ouvertes, comme leur nom l'indique, permettent à n'importe qui de se produire dès l'instant qu'il le désire, dans de bonnes conditions matérielles. Il suffit tout simplement de s'inscrire le matin... pour l'après-midi. C'est dans ce cadre-là que s'est fait remarquer un jeune nancéen timide et pétri de talents ; Charlélie Couture.

Les découvertes sont le résultat d'un formidable réseau multi-régional. Chaque année, quelques mois avant le Printemps, des mini festivals ont lieu dans chaque région, et en tout, une bonne centaine de jeunes groupes ou chanteurs obtiennent un billet pour se produire à Bourges ; en vrac on a pu voir défiler Couture, Gilbert Lafaille, Francis Lalanne, Karim Kacel, et sur un autre regristre, la Manonegra, les Négresses vertes, etc...

Sortes d'héritiers des antiques radio-crochets, les découvertes-régions ont tout simplement permis à de nombreux artistes de s'affirmer, tout en restant eux-mêmes. Par rapport à l'ancien système où il fallait d'abord monter à Paris, puis rentrer dans l'écurie d'un agent artistique omnipotent, le changement est de taille.

13 ans après, Bourges a fait de nombreux petits : "Chanson et musique" à Roissy en Brie, "Semaine de la chanson" à Montluçon, "Journées Georges Brassens" à Sète, ou, un cran au dessus, les "Francofolies" de La Rochelle. L'histoire de ce dernier festival est d'alleurs fortement lié à celle du Printemps. Après l'échec de l'offre de Montpellier pour récupérer le Printemps en perdition, Radio-France saute sur l'occasion, et ce sera en 86 le "Festival de Radio-France et de Montpellier". Le bide sera retentissant en raison d'incuries organisationnelles, et G. Frèche jette l'éponge. Une nouvelle offre est faite par Crépeau, maire de La Rochelle, et Foulquier aura enfin "son" festival.

Show-biz ? Show-biz de gauche ? Difficile de répondre nettement à une telle question. Il est vrai que les principaux responsables du Printemps ont été pendant logtemps les organisateurs des parties spectacles pour toutes les causes politiques des années 70. Il est vrai que ceux qui sont aujourd'hui des vedettes se sont d'abord produits sur ces podiums. Mais cela remonte quand même à quelques années. Si le terme "de gauche" a un sens pour les idées personnelles d'un ou plusieurs individus, il n'a pas vraiment de sens pour un festival tout entier où les artistes ne sont quand même pas choisis en fonction de leurs idées politiques. Renaud et Ferré n'ont pas grand chose à voir avec Johnny Halliday ou Charles Trénet. Tous sont pourtant passés à Bourges.

La caractéristique de Bourges qu'aucun qualificatif politique ne saurait résumer, est le choix fait en faveur du spectacle vivant, du direct, de la scène, alors que le show-biz parisien peut produire indifféramment un Jacques Brel ou une Chantal Goya, puisque le seul critère retenu est la rentabilité commerciale.

Grenoble, mars 90

STOP GOLFECH

Le 4 mars, 2500 à 3000 personnes se rassemblaient à Golfech même, au pied de la centrale, pour manifester leur refus du nucléaire. Trois jours plus tard, des membres d'une délégation du Lot et Garonne étaient reçus par une chargée de mission au cabinet du premier ministre. C'est à une fin de non recevoir qu'ils se sont heurtés : il n'y aura ni gel ni pause, ni remise en question de la centrale nucléaire de Golfech.

La décision gouvernementale d'accepter les arrêtés de l'enquête d'utilité publique avait été prise, officieusement deux jours avant cette entrevue. Leur parution officielle, paraphée par des membres des ministères de l'Industrie, de la Santé et de l'Environnement, s'est faite le 15 mars.

En pleine période où s'affichent publiquement des contradictions au sein même de la nucléocratie (rapport Tanguy sur l'insécurité des centrales, rapport Rouvillois qui insiste sur le surdimensionnement du parc nucléaire français), dans un climat de défiance qui s'accroît vis-à-vis du nucléaire, le pouvoir continue de plus belle à installer et à avancer ses pions : Golfech devrait entrer en divergence en mars et commencer à fonctionner en mai. Civaux est officiellement programmé pour 97.

Les militants antinucléaires continuent à informer et à mobiliser, en insistant particulièrement sur les problèmes de l'eau ; ils sont d'ailleurs à ce point cruciaux qu'EDF a déjà annoncé que la centrale, démarrée en mai, serait arrêtée en été, prétextant des opérations de contrôle indispensables à la sécurité. Un réseau téléphonique antinucléaire a été mis en place pour coordonner régionalement une action simultanée dans plusieurs villes, dès que se ferait la mise en marche du réacteur. De plus, une manifestation est à nouveau prévue à Golfech le 22/3/90.

POUR UNE CAMPAGNE REVOLUTIONNAIRE CONTRE LA DETTE IMMONDE !

Les initiateurs de la manifestation du 8 juillet 1989 "ça suffat comme ci" vont-ils remettre ça cet été ? A première vue, l'initiative qu'ils proposent cette année semble aller dans le même sens : un appel contre la dette immonde avec des signatures de personnalités du monde politique et artistique est à nouveau la plateforme large d'un rassemblement qui se veut lui aussi très large. Mais, à y regarder de plus près, on peut constater combien le contenu politique est en retrait par rapport à celui de l'année dernière (cf encart : Appel de la Bastille). Cela voudrait-il dire que les initiateurs se sont souvenus des remontrances du président Mitterrand qui s'est montré alors très fâché de la tournure anti-socialiste des slogans des 20.000 manifestants ?

Que l'on se rappelle bien. En pleine commémoration du bicentenaire officiel de la Révolution française, il n'y avait guère de voix pour s'élever contre cette mascarade à la gloire de la démocratie bourgeoise et contre l'enterrement de l'idée même de révolution. Mais soudain, l'initiative "ça suffat comme ci" fait irruption dans le début de l'été 89, contre la dette immonde, contre l'apartheid, contre les dernières colonies françaises. De fait, le succès de la manifestation surprendra tout le monde et beaucoup y verront l'amorce d'une critique du socialisme aux affaires. C'était en tout cas un des rares démentis au ronronnement commémoratif avec, le 14 juillet suivant, la manifestation des "Sans Cravates". Les initiateurs, une fois le concert terminé, jurèrent bien haut qu'il y aurait une suite à ce succès, et que celui-ci appelait à une rénovation de la gauche.

Mais il faut bien reconnaître que l'appel de cette année n'a plus grand chose à voir avec ces objectifs politiques affichés. La tonalité vaguement tiers-mondiste de l'appel 90 fait l'impasse sur l'essentiel de la situation actuelle : la menace que représente la construction de l'Europe, l'effondrement des pays de l'Est, et surtout la nécessaire redéfinition et remobilisation d'un courant politique de gauche qui réaffirme les idées et le principe d'une rupture avec le système capitaliste. Loin des faux procès, il faut laisser se développer les dynamiques dans toutes leurs possibilités en tentant de les accompagner : l'avenir confirmera ou infirmera les options des initiateurs de l'appel 90, selon qu'ils maintiennent ou non le principe d'une manifestaion de rue, selon qu'ils cultivent ou non le rapport au pouvoir en place.

Mais dans tous les cas de figure, l'essentiel de la question est bien de redessiner les contours d'un pôle radical en France capable de reprendre l'offensive sur des thèmes aussi importants que la question des rapports Nord-Sud et des événements internationaux de ces derniers mois. Alors, une initiative cet été sera peut-être une première tentative de ce type, dans la mesure où ce courant se donnera les moyens d'une campagne nationale avec sa propre infrastructure où il soit à même de garantir ses propres objectifs.

Un mur est tombé à l'Est, entraînant dans sa chute quelques dictateurs et ouvrant une brèche béante dans le bloc soviétique, ébranlé jusque dans ses fondements les plus élémentaires. La place centrale des partis communistes dans les sociétés de l'Est, le rôle essentiel des mécanismes économiques de planification, les politiques internationales de rivalité avec le camp occidental, tout semble être remis en cause... par une révolution impulsée du plus haut niveau du pouvoir soviétique allant même jusqu'à tolérer quelques débordements nationalistes et occidentalistes.

Ces événements sont sans aucun doute les plus importants depuis la fin de la seconde guerre mondiale : en effet, si cette guerre avait ouvert la voie à de formidables luttes de libération nationales qui ébranlèrent les super puissances, jamais leurs mécanismes de domination n'avaient été ainsi dérèglés au point de remettre en cause le partage du monde issu de Yalta. La crise internationale et la faillite particulière du stalinisme, l'effort de guerre incessant imposé à l'Union soviétique par un occi-

APPEL DE LA BASTILLE

Pour l'annulation de la dette du tiers-monde

A la veille du XXIème siècle, le bonheur reste une idée neuve.

Nous vivons dans un monde où toutes les conditions de ce bonheur sont réunies, mais où le plus fort taux de croissance est atteint par la misère...

Un monde où la faim tue chaque jour des dizaines de milliers d'enfants, allume l'émeute sur trois continents, assassine l'espérance.

Un monde qui mutile l'existence des femmes, victimes toujours prioritaires quand la lutte pour la simple survie aggrave les opressions traditionnelles. Le responsable de ces tragédies est un impérialisme économique qui saigne à blanc le tiers-monde et l'écrase sous le poids de la dette. Il a ses concurrences internes, mais seule la solidarité des peuples peut briser son pouvoir.

Cette solidarité ne signifie en aucun cas un soutien à ceux des régimes qui parachèvent la misère de leur pays, étouffent la voix et les droits de leurs peuples.

Après les manifestation de juillet 89 à Paris, lors du sommet des sept et contre la dette, nous en appelons à l'union de toutes les forces progressistes du monde.

L'annulation de la dette ne résoudra pas tous les problèmes, mais elle est un préalable à toute solution de fond. S'y refuser vaudrait refus d'assistance à peuples en danger.

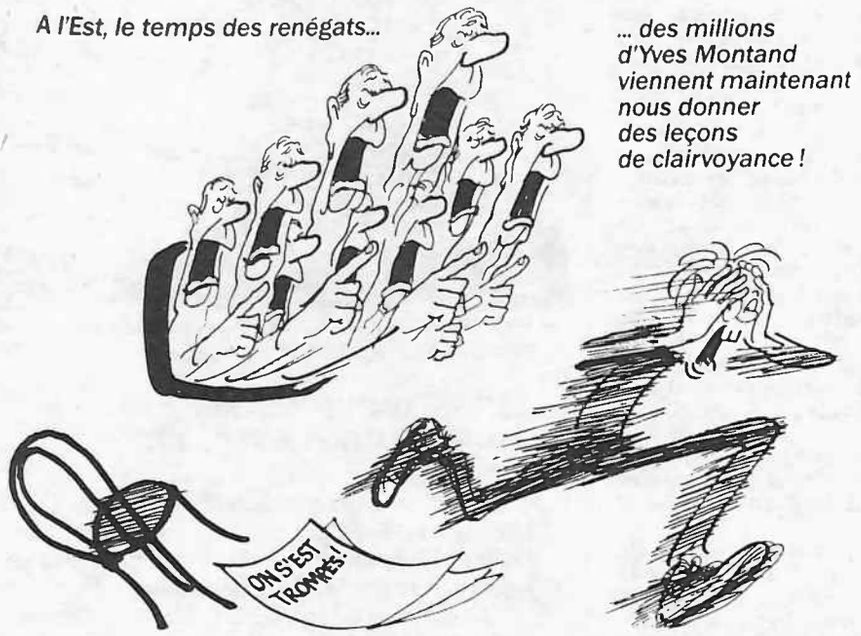
Ensemble, nous pouvons et devons imposer l'annulation totale et immédiate de la dette du tiers-monde.

Ensemble nous pouvons et nous devons ranimer l'espérance, faire en sorte que la justice et l'égalité soient l'avenir commun.

dent agressif, sont des éléments qui ont pesé lourdement dans les choix faits au niveau de la nomenklatura soviétique pour faire une pause, un compromis historique avec l'ordre yankee, avec comme arrière pensée évidente la redynamisation de ses propres appétits.

A l'Est, le temps des renégats...

... des millions d'Yves Montand viennent maintenant nous donner des leçons de clairvoyance !



La situation actuelle comporte aussi quelques avantages : entre autres celui de brouiller pas mal de cartes, en particulier des cartes géo-politiques, mais également les atouts idéologiques que chaque camp avait soigneusement gardés jusque dans ses manches : raison de plus pour que la voie des révolutionnaires soit présente dans le concert des cris de dépit et des hourras qui reflètent bien l'embarras devant la nouvelle donne des rapports internationaux.

Ainsi, l'appel 90 pour une initiative contre la dette immonde sera une occasion pour qu'un pôle radical s'y exprime, mène une campagne, sans se soumlettre au cadre étroit des initiateurs, mais en définissant un espace de mobilisation pour une manifestation de rue sur une plateforme d'action dont les thèmes centraux pourraient être les suivants.

CONTRE L'EUROPE, CITADELLE BLANCHE ET IMPERIALISTE, OUVERTURE DE TOUTES LES FRONTIERES !

La construction européenne, qui devrait recevoir un coup d'accélérateur décisif en 1992, voit ses rythmes et ses enjeux mis à mal par l'effondrement du mur de Berlin, la dynamique de réunification d'une Allemagne surpuissante et les appels du pied de Gorbatchev pour la Maison commune européenne. Les contradictions qui préexistaient dans l'Europe des douze, deviennent dangereuses et favorisent les ruptures et les fuites en avant. Face au discours raciste et impérialiste de construction d'une Europe blanche qui s'associe au nouveau partage du monde en s'invitant au repas des superpuissances, il y a aujourd'hui une possibilité concrète d'y opposer l'ouverture de toutes les frontières, d'Est en Ouest et du Nord au Sud, la libre circulation des hommes de toute la planète en refusant toute logique d'apartheid et d'exclusion, même avec les couleurs de la démocratie bourgeoise.

NI OTAN, NI PACTE DE VARSOVIE, DISSOLUTION DES BLOCS MILITAIRES !

Les droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ne peut être sérieusement discuté selon les opportunités, voire selon les mauvais souvenirs. Il y a aujourd'hui une situation nouvelle qui redonne une force à une coopération internationale révolutionnaire : les exigences autour du désarmement unilatéral et de la dissolution des blocs militaires peuvent permettre à un mouvement de s'insérer dans les brèches des nouveaux dispositifs négociés, par exemple par le groupe des 2+4+1 (RDA, RFA, USA, URSS, France, Angleterre et Pologne) et de jeter les premières bases d'un internationalisme Est-Ouest fondé sur la solidarité avec les opposants à l'Est contre le militarisme.

CONTRE LE NOUVEAU PARTAGE DU MONDE, ABOLITION DE LA DETTE IMMONDE, SOUTIEN AUX LUTTES DES PEUPLES DOMINES !

Si la question de la dette du tiers-monde apparaît aujourd'hui comme une question cruciale pour la survie des quelques économies sous perfusion, elle n'en reste pas moins la partie émergée d'un système d'exploitation et de domination des 4/5 de la planète par quelques multinationales liées à des Etats impérialistes. L'abolition de la dette est un objectif certes important pour redévelopper un large courant de solidarité avec le tiers-monde et ses luttes, mais il faut aussi être capable de dénoncer les mécanismes d'un système, gérant ici une crise en jetant dans la précarité et la misère des millions de travailleurs, asservissant là-bas des peuples aux logiques impérialistes, en s'appuyant sur des régimes corrompus menacés jour après jours par une intervention militaire au nom des Droits de l'Homme. Ainsi, en Afrique du Sud, en Palestine, en Amérique centrale ou dans les dernières colonies de la France, les exclus du pouvoir et les parias de l'économie capitaliste doivent pouvoir compter sur le soutien des révolutionnaires dans les pays dominants.

BRISONS LES GROUPES RACISTES ET FASCISTES !

La montée du néo-nazisme en RDA très souvent décrite par les médias (alors que le Parti Républicain y est interdit) ne doit pas nous masquer les pourcentages beaucoup plus importants de l'influence de ce même parti en RFA, l'ascension continue du Front national en France et de ses épigones dans toute l'Eu-

L'OCL n'a pas encore arrêté une décision précise concernant les mobilisations prévues cet été. Nous en discutons. Mais, d'ores et déja, deux exigences guiderons notre intervention.
1. Qu'un courant parvienne à s'exprimer et à définir clairement qui sont les responsables de la situation.
2. Bien comprendre que dans cette bataille politique contre la dette, le nouveau partage du monde et la redéfinition des équilibres militaires sur le dos des peuples, rechercher des alliances avec la social-démocratie, qui représente aujourd'hui une forme politique du capitalisme au même titre que le libéralisme, est une position complêtement erronnée et illusoire.

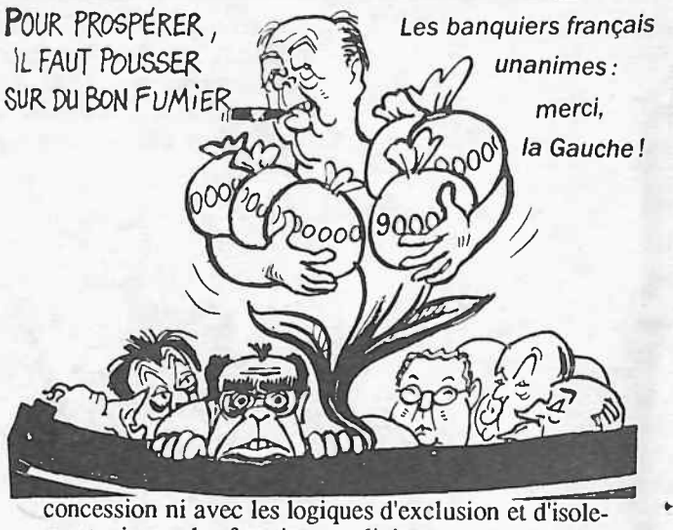
S'il on peut mettre en discussion le fait de pratiquer des alliances ponctuelles avec les réformistes, dans le cadre de batailles démocratiques tout aussi ponctuelles, partielles, sans enjeu déterminant, il est par contre incohérent pour des révolutionnaires, de maintenir cette ligne d'"unité conflictuelle" avec le PS sur des batailles centrales telles que la politique des puissances impérialistes, par exemple. Il faut bien de temps à autres choisir et définir son camps : qui sont nos partenaires et nos alliés, qui sont nos ennemis, quelles sont les forces que l'on veut gagner. Et en l'occurence, la social-démocratie, en France comme ailleurs, porte une lourde responsabilité dans la dégradation des conditions de vie de millions de personnes sur cette planète.

Contre la dette qui écrase les peuples, nous serons dans la rue. Mais la nouvelle situation politique dans laquelle nous sommes entrés depuis quelques mois, exige d'aller au delà d'une simple et rituelle apparition d'organisation.
C'est pourquoi nous esperons pouvoir contribuer à une véritable mobilisation, qui aille bien au dela du cadre étroit défini par le texte d'appel. Cette mobilisation, nous ne la ménerons pas seuls, elle concerne l'ensemble des courants libertaires, l'ensemble des forces qui n'ont pas renoncé à l'idée de la révolution. Ces courants seront-ils à la hauteur, sauront-ils mettre en place un cadre de travail unitaire ? Il est trop tôt pour le dire. Dans cette perspective, les militants de l'OCL seront très certainement amenés à prendre des initiatives dans les semaines qui viennent.

Le texte que nous publions ici ouvre le débat et avance quelques unes des grandes orientations que nous comptons avoir à cette occasion.

Paris le 20.03.90

rope. Sans faire de catastrophisme, il faut aujourd'hui considérer que le fascisme représente un danger réel, qu'il est aujourd'hui déjà plus qu'un simple réservoir de nervis et que l'antifascisme radical doit être une ligne de fond de toute activité révolutionnaire, en particulier dans la jeunesse. Il n'y a pas de liberté d'expression à concéder pour les racistes et les fascistes ! Si ceux-ci se nourrissent de la crise économique et idéologique, il est possible d'y opposer des actions pour une solidarité populaire concrète, sans



concession ni avec les logiques d'exclusion et d'isolement, ni avec les fanatismes religieux.

A L'EST COMME A L'OUEST, UNE REVOLUTION RESTE A FAIRE !

La "mort du communisme" est proclamée. Les idéologues du système voudraient y voir le début ou la fin de l'Histoire selon qu'ils soient nouveaux philosophes ou reaganiens déclarés. Leurs débats ne font en fait que refléter le trouble profond qui traverse le camp occidental, jusque-là soudé devant le Mal absolu concentré dans l'empire soviétique. Aujourd'hui, l'effondrement de ce même empire fait frémir les stratèges et réactive les contradictions explosives qui minent le système. Car si la faillite du "communisme" est patente, celle du capitalisme triomphant apparaît aussi clairement au grand jour : sur toutes les questions fondamentales qui concernent l'avenir de l'humanité, le capitalisme n'avance que des perspectives brutales de mises au pas, de concurrences acharnées sur le terreau desquelles poussent toutes les logiques racistes, fascistes et impérialistes.

Aujourd'hui que le "Communisme" est mort, les droits de l'Homme sont plus que jamais les droits des grandes puissances de faire régner leur terreur sur le monde : il y a eu 2.000 morts pendant l'intervention américaine au Panama et 700 morts lors de la révolution roumaine... Cette simple équation macabre résume l'incapacité fondamentale du système à trouver une issue positive à la crise globale et internationale que connaît l'humanité, autrement que par une guerre économique, militaire et idéologique contre les millions d'opposants à son ordre.

Le moment est sans doute venu de repenser et de reposer globalement les problèmes de société et d'alternative au système capitaliste. Mais cela ne peut pas s'élaborer uniquement dans les frêles esquifs des rescapés du mouvement révolutionnaire. A l'inverse, c'est dans une dialectique avec l'ensemble de la société, en prenant appui sur des mobilisations concrètes, en organisant des temps forts de contestation et de débats que les nécessaires reformulations que la situation appelle, trouveront à la fois signification et légitimité.

Beaucoup parlent maintenant d'unité des révolutionnaires. Beaucoup devront demain la pratiquer et cet été leur en donnera sans doute l'occasion. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans les semaines à venir.

Le 18.03.90
Patrick - Jeff (Paris)

L'MOUVEMENT

IRL

Le numéro 84 d'IRL vient de paraître. Au sommaire :
- Y a-t-il encore un avenir radieux ?
- Introduction à un réel et fragile consensus libertaire.
- Otto Gross, une tragédie de la modernité
- Le baiser de la femme anarchiste.
- Infos-Est... etc.

Envoi d'un spécimen gratuit sur demande à : IRL, 13 rue Pierre Blanc, 69001, Lyon.

LA TROCHE

Journal du goupe libertaire Aubois avec au sommaire du numéro 2 :
- Les prisonniers ont raison de ea révolter
- A l'Ouest du nouveau ?
- Pour la création d'un comité local d'autodéfense sociale.

Puis la rubrique soyons cons mais soyons fermes (kaki Kaka) et des poèmes.
Pour joindre la Troche ; c/o JYD, 12 impasse du Pince coup, Radonvilliers. 10500 Brienne le château.

STREEZINE

le numéro deux du zine des gens de la rue vient de sortir. Mars 90, 13 francs. c/o Teddy Vukmirovic, 4 rue du Périgord, 91300 Massy. Avec au sommaire :
- BD "Les sales affaires du métro"
- Alternative'noise
- Les rats, etc.

DROIT D'ASILE : DEUX MILITANTS LOURDEMENT CONDAMNES

Deux camarades, Alain Pojolat et Jean-Marie Engelen, viennent d'être lourdement condamnés en appel pour avoir hébergé des réfugiés italiens. Condamnés une première fois à Pontoise à 18 mois avec sursis et 6000 francs d'amende, la Cour d'appel de Versailles y est allée au marteau pilon : deux ans avec sursis et 50.000 francs chacun (10 bâtons à deux, quoi !).

Faut-il rappeler qu'au début des années 80, des centaines de militants ouvriers et étudiants de la gauche révolutionnaire italienne furent contraints de quitter leur pays afin d'échapper aux conséquences de la promulgation de la fameuse loi sur les repentis qui contribua à remplir les prisons spéciales (jusqu'à 4500 prisonniers politiques).

La plupart de ces réfugiés arrivèrent en France, essentiellement en région parisienne. Sans papiers, sans travail, ils ont pu compter sur des dizaines de militants français, bien décidés à faire jouer, en pratique, le droit d'asile notamment en matière de logement et de travail. La récente décision de la Cour d'appel de Versailles vise à briser cette solidarité élémentaire. Elle est de plus, à l'opposé d'une autre affaire récente, dans laquelle des militants français de Poitiers, accusés d'avoir hébergé des militants basques, ont été purement et simplement relaxés.

Alors ? Deux poids deux mesures ? Quoiqu'il en soit, les deux camarades, par ailleurs employés à la BNP et parmi les animateurs de la récente grève dans cette entreprise, sont bien décidés à ne pas en rester là : ils se sont pourvus en cassation et appelent à la solidarité. Pour eux et aussi pour la défense du droit élémentaire à héberger qui on veut, sans demander les papiers ou le curiculum vitae aux personnes rencontrées.

A suivre...

COURRIER

Continuons !

Quelle est la finalité du comité des sans cravates ? L'appel qui avait été lancé en novembre 1988 reformulait la possibilité d'une rupture de classe par rapport à un ordre établi, capitaliste de surcroît.

Le but est de construire une force qui est consciente de la nécessité de faire la révolution qui apporte véritablement la suppression de l'exploitation et de l'aliénation. Cette conscience existe par la multitude des groupuscules qui, théoriquement, œuvrent dans ce sens, sauf qu'elle est complètement dispersé, peut-être consciemment, car chacun croit détenir la manière et la façon de s'y prendre (querelles de chapelles).

Le comité des sans cravates a voulu démontrer au travers de la manifestation du 14 juillet qu'il est toujours possible de prendre l'initiative sur un certain nombre de problèmes. Des comités locaux peuvent se créer et intervenir sur tous les aspects sociaux de la vie, par leur propre expérience et par leur coordination ils définissent une stratégie et une tactique de manière à être une force capable de proposer et de répondre aux problèmes sociaux actuels, et de définir un projet de société, un programme politique dans lequel un ensemble de forces sociales peuvent se reconnaître.

Si nous voulons faire avancer les choses, nous devons nous unifier au travers d'un projet élaboré collectivement, le propager le plus possible à l'ensemble de la société, soutenir toutes les luttes sociales rupturistes, démontrer qu'il existe une forme organisationnelle capable de sensibiliser la population et de répondre objectivement aux problèmes posés. Seule une structure collective unifiée peut être à même de mener nos combats et non notre dispersion, car cette structure (à définir) nous permettra d'être crédibles. Il est important de prendre l'initiative, d'être présents là où les contradictions sociales explosent (pour nous en France). Définir que l'ennemi, c'est tout ce qui perpétue l'aliénation et l'exploitation.

Car vouloir la révolution c'est bien ; la faire, c'est mieux, mais surtout ne reproduisons pas son contraire.

Joseph, le 25 février 1990

Apologie d'un acte poétique : la révolte

L'utopie, la seule position politique de la poésie, avec l'émeute !

La révolte doit être notre arme (elle l'est objectivement) contre la bêtise et la stérilité. Le pouvoir cybernétique que nous affrontons chaque jour sur le terrain de la quotidienneté ne reconnaît aucune poésie, aucune création : il vise à tout prévoir, à sécuriser, tranquilliser, médicaliser, stériliser, infantiliser... Et vive le chloroforme (comment ne pas analyser le "règne" de la social-démocratie, comme domination de la "pensée chloroformée") ! Le discours officiel étatiste (paré de l'idéologie de la neutralité de l'Etat) veut édulcorer, gommer les conflits, les disparités, instaurant l'ère du "soft" (plus d'idéologies, de lutte de classes... de la consommation, des objets, du vide). Nous sommes actuellement en état zéro de la contestation. Les professionnels de la révolution, les révolutionnaires "responsables" prônent encore et toujours une révolution ascétique par l'ennui, pourquoi pas la mort tout de suite ? (leurs cervelles encroûtées sont totalement hermétiques au mot d'ordre de Rimbaud "changer la vie"). L'Etat et ses sbires se présentant comme les détenteurs légitimes de l'usage de la violence (cela en toute neutralité, cela va de soi), ont, avec la complicité des institutions d'"extrême gauche", institutionnalisé la contestation (castré les contestataires). Ne soyons pas dupes ! La production du consensus à travers la manipulation spectaculaire de symboles et de signes visent à pérenniser l'ordre établi. Une illustration significative en étant offerte par les singeries du bicentenaire (l'Etat amuse son bon peuple). Le terrorisme consensuel tue la différence : il justifie les discours d'exclusion des différents (forcément fauteurs potentiels de troubles puisque différents). Nous sommes piégés si nous acceptons les cadres de l'expression et de l'action "légitimes" pour apparaître "responsables". Nous devons refuser la systématique de l'objet, l'orchestration du spectacle politique, de la politique spectaculaire (à quand la remise d'un paquet de lessive pour les électeurs qui auront voté pour l'élu?). Notre arme sera la poétique du quotidien contre l'ennui, le non-sens de l'existence au quotidien (la survie aménagée du non-sens de la quotidienneté). Le remède à l'ennui, à l'exploitation économique, à la domination politique se trouve dans l'activité pulsionnelle, passionnelle, créatrice d'une subjectivité radicale. Se révolter c'est vouloir être soi, s'orienter vers la conquête de la gestion de la vie quotidienne, vers l'autogestion. Breton, Arcane 17 : "C'est la révolte même, la révolte seule qui est créatrice de lumière. Et cette lumière ne peut se connaître que trois voies : la poésie, la liberté et l'amour qui doivent inspirer le même zèle et converger, à en faire la coupe même de la jeunesse éternelle, sur le point le moins découvert et le plus illuminable du cœur humain."

Thierry (Scalp Tolbiac)

COURANT ALTERNATIF EN KIOSQUES EN JUILLET 90
IL RESTE 4 MOIS POUR RECUEILLIR 25.000 FRANCS

POUR "COURANT ALTERNATIF" DANS TOUS LES KIOSQUES : ACHETEZ LES BO TEE-SHIRTS !

PLAISIR D'OFFRIR JOIE DE RECEVOIR !

Trois modèles :

REISER
LE CHAT
LE CAR DE POLICE.

Trois tailles :

MOYEN
GRAND
SUPER BALEZE.

Un seul prix :

50 balles
+ 5,70 F de port.

... et le BRIQUET COURANT ALTERNATIF !

10 F seulement
il fera l'admiration
de votre entourage

A commander à

OCL / EGREGORE
BP 1213
51058 REIMS CEDEX

(chèque à l'ordre de Jean DENIS.)

BILAN DE LA SOUSCRIPTION CA EN KIOSQUES

T-shirt : 298
Feddy Kruger (75) : 50
Grand Sachem (75) : 1000
Bernard (Albi) : 200
Daniel (40) : 100
Jean (52) : 200
CA Paris : 1000
Pascal (51) : 100

Christian (51) : 100
Camille (51) : 150
Denis (51) : 200
Chantal (51) : 50
Emile (94) : 220
Virginie (69) : 110
Régis (69) : 100)
Philippe (94) : 500

Michel (06) : 100
Hagar Dunor (54) : 100
Claude (92) : : 200
Jean-Pierre (38) : 400
W.M (37) : 100
Nicolas (94) : 50
Hervé (75) : 100
Gérald : (44) : 200

Ancien solde 50.062 F.
Total du mois : 5628 F.
Nouveau solde : 55690 F.

Chèques à l'ordre de Denis Jean.

Egregore
BP 1213
51058
Reims cedex